

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES**B.E.I.P.I.**Association déclarée
Loi de 190130, Rue de Gramont
PARIS - 2^eTéléphone : RICHelieu 80-80
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06**SOMMAIRE**

<i>Le pain en U.R.S.S.</i>	1	LE COMMUNISME	
<i>Une année sans Staline</i>	8	DANS LE MONDE LIBRE	
<i>Une importante étude sur le Parti communiste chinois : Le rôle de Moscou et de Mao Tse Toung dans la révolution chinoise</i>	12	<i>L'Autriche après Berlin</i>	25
<i>L'infiltration communiste dans l'Enseignement français : Comment les instituteurs doivent enseigner la morale</i>	18	LE COMMUNISME	
<i>Répercussions de la réforme littéraire en U.R.S.S. sur la presse communiste française</i>	23	DANS LE MONDE SOVIETISE	
<i>Memento de la « guerre froide »</i>	24	<i>Réalisations du plan quinquennal tchécoslovaque et adoption du plan économique pour 1954</i>	26
		<i>Les échanges Est-Ouest et la crise générale du capitalisme</i>	29
		<i>S. N. Krouglou</i>	31

Le pain en U.R.S.S.

DANS un discours de Khrouchtchev (*Pravda*, 15 septembre) une phrase donne le vertige. Il déclare qu'au cours de l'année chaque kolkhoze adresse aux autorités régionales des rapports qui doivent répondre à 10.000 questions-indices. En comparaison de l'avant-guerre, cette exigence a augmenté « presque huit fois ». Au prix d'un effort d'imagination, on peut encore admettre que des rapports comportant 500 indices d'activité économique soient envoyés par les kolkhozes à vingt services régionaux sous la tutelle et le contrôle desquels ils sont placés. Mais qu'ils aient à répondre à 10.000 questions est proprement inconcevable. Il est impossible de se représenter ce que sont ces questions. Même s'il faut rendre compte de la date, du lieu et des causes de la mort d'un vieux coq, on ne parvient pas à imaginer 10.000 questions. C'est seulement l'appréciation policière de chacun des kolkhoziens, avec la généalogie de ses ascendants et descendants, qui permet d'arriver au nombre d'indices cité par Khrouchtchev.

Une telle paperasserie « planifiée » représente un gaspillage de forces insensé. Or cette tendance même témoigne de la rigueur du contrôle exercé sur les kolkhozes ; depuis la guerre, il prend des proportions fantastiques ; et pour satisfaire les autorités, les kolkhozes doivent entretenir un innombrable personnel de comptables, de secrétaires et d'économistes. En 1937, ces professions comptaient en U.R.S.S. 2.439.000 individus (cf. rapport de Molotov, *Pravda*, 1939, n° 74). Aujourd'hui, avec les exigences accrues, leur

nombre doit être encore plus élevé. Tout ce qu'ils enregistrent est transmis par les centres locaux, après remaniement, au « centre des centres », Moscou. C'est pourquoi il est à croire que le gouvernement dispose d'une quantité fabuleuse de chiffres et de données sur l'agriculture.

Dans ces conditions, il serait absurde de supposer que, connaissant des vétilles telles que la maladie à laquelle a succombé un vieux coq kolkhozien, le Kremlin ne dispose pas des renseignements essentiels quant à la surface des terres cultivées, à son importance par rapport à la superficie totale, à son rendement.

C'est évidemment en possession de ces données que Malenkov annonça avec beaucoup d'assurance au 19^e congrès du parti que, par rapport à 1913, les ensemencements avaient augmenté de 40 %, la surface consacrée aux grains de 5 %, celle des cultures industrielles et maraîchères plus de 2,4 fois et celle des céréales fourragères plus de 11 fois. Il y a lieu de préciser que lorsqu'on compare avec 1913 le territoire en question n'est pas celui de l'Empire tsariste mais ce qu'il en restait après la révolution d'Octobre aux mains des bolcheviks.

Dans les premières années après cette révolution, la statistique soviétique établit que, pour le territoire indiqué, la surface totale ensemencée s'élevait en 1913 à 114,2 millions d'hectares (p. 440 de *Chiffres de contrôle de l'économie nationale de l'U.R.S.S., pour 1929-1930*). Dans la suite, ce chiffre fit l'objet d'une opération fort caractéristique des méthodes soviétiques. En 1939, à

l'issue de la collectivisation, une exposition agricole fut organisée à Moscou pour « montrer à la population entière les victoires de l'agriculture socialiste ». A cette occasion, la direction centrale du Gosplan fit paraître un recueil de statistiques intitulé *Agriculture socialiste*. Afin de présenter ces victoires avec plus d'éclat, on avait procédé sur l'ordre du Kremlin à une amputation préparée de longue date. La surface ensemencée qui, en 1913, atteignait 114,2 millions d'hectares, fut ramenée à 105 millions. Grâce à cette falsification, les victoires de l'agriculture socialiste ne pouvaient que paraître bien plus importantes.

Il était désormais possible d'affirmer que, par rapport à 1913, les cultures avaient augmenté non de 22,7 millions d'hectares mais de 31,9 millions. Depuis lors le chiffre de 114,2 millions fut définitivement abandonné ; il est interdit de s'en servir, le seul admis étant celui de 105 millions. C'est avec ce chiffre qu'opérait Malenkov en déclarant que l'U.R.S.S. en 1952 cultivait une surface dépassant de 40 % celle de 1913, soit 147 millions d'hectares. Un tel accroissement ne doit pas surprendre : son importance est due en partie à l'annexion de vastes territoires à l'ouest.

Mais voici où commence la difficulté. Khrouchtchev, dans son dernier rapport officiel, annonça que les 254.000 anciens kolkhozes avaient été transformés en 94.000 kolkhozes « agrandis », chacun représentant 1.693 hectares en moyenne de superficie emblavée. D'où il s'ensuit, selon l'arithmétique, que les ensemencements kolkhoziens représentent 159.142.000 hectares. Il y a en outre les sovkhoses. La presse soviétique n'indique pas leur superficie ensemencée.

On sait seulement qu'en 1939 elle couvrait 12.411.000 hectares. A l'heure actuelle, dit Khrouchtchev, les sovkhoses sont 4.750, chacun ayant une surface emblavée supérieure à celle d'un kolkhoze « agrandi ». Mais par prudence chiffrons-là également à 1.693, ce qui donne un minimum de 7.520.000 hectares pour l'ensemble. Le total, compte non tenu des exploitations individuelles des kolkhoziens, est de 166.600.000 hectares, chiffre supérieur à celui de 1913 non de 40 % mais de presque 60 %.

Il existe à ce sujet un troisième chiffre. Toujours au 19^e congrès, Malenkov déclara qu'en 1952 les ensemencements « dépassaient le niveau d'avant-guerre (c'est-à-dire 1940) de 5,3 millions d'hectares ». En 1940, les ensemencements couvraient 151,1 millions d'hectares ; en y ajoutant 5,3 millions, cela fait 156,4 millions. Nous avons donc trois chiffres : 147 millions, 156 millions et 166 millions. D'après les prévisions du quatrième plan quinquennal, la surface ensemencée devait atteindre, en 1950, 158,4 millions d'hectares. L'un des chiffres de Malenkov indique un déficit de 11 millions d'hectares. L'autre chiffre du même Malenkov montre un déficit de 2 millions. Et celui de Khrouchtchev révèle un dépassement de 8 millions. Lequel de ces chiffres correspond à la réalité ? Tous viennent de l'omnisciente direction de la statistique et se contredisent. Malenkov et Khrouchtchev disposent des mêmes chiffres ; mais lorsqu'ils discutent, il y a divergence complète.

D'où vient une si choquante divergence ? Où est le monolithisme tant vanté ? Et en général que signifie tout cela ?

9 à 10 millions d'hectares disparus

La fameuse agriculture soviétique sans égale par ses réalisations subit une crise aiguë. Les dirigeants le savent. Mais ne pouvant éluder le problème et n'ayant pas le courage de révéler toute la vérité, ils recourent à des comparaisons obscures et s'y embrouillent. De nombreuses raisons les y incitent, notamment les déclarations retentissantes du genre de celle-ci faite récemment par Malenkov (au 19^e congrès) :

« Le problème des grains, considéré auparavant comme le plus aigü et le plus grave, a été résolu avec succès, résolu définitivement et irrévocablement. »

Le compte rendu de la séance indique des

« applaudissements nourris et prolongés ». Mais Malenkov ne les mériterait que si, rompant avec la politique de Staline, il disait au pays la vérité en matière de la production de grains. Pour cela il faudrait indiquer combien on sème de froment et de seigle, quel en est le rendement ; combien on sème de millet, de sarrasin, de riz, de légumineuses, et ce que ces cultures fournissent à la population ; quelle est la superficie consacrée à l'orge, à l'avoine, au maïs, et pourquoi ces cultures ont tant périclité, entraînant une diminution des ressources en fourrages et une baisse sensible de l'élevage.

Dans aucun pays « bourgeois » ces importantes questions ne sont un mystère. En U.R.S.S. elles deviennent un secret d'Etat. Le gouvernement dis-

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 30, rue de Gramont, Paris (2^e).

pose pour y répondre de tous les chiffres nécessaires, mais il les cache. N'est-il pas caractéristique que Malenkov n'ose dire franchement et sans faux-fuyants la surface réservée aux grains ? Au lieu de citer un chiffre, il propose un rébus et jongle avec des pourcentages.

Les cultures de grains, dit-il, couvrent une superficie dépassant de 5 % celle de 1913. Or en 1913 cette superficie était de 100,2 millions d'ha. (*Chiffres de contrôle pour 1929-1930*, p. 440), mais lors de la falsification de 1939, ce chiffre fut également amputé et réduit à 94,4 millions. En admettant (et comment faire autrement ?) que c'est précisément là-dessus que Malenkov calculait ses 5 %, on est obligé de conclure qu'en 1952 et 1953 les cultures de grains représentaient 99,1 millions d'ha. Mais ce chiffre implique une énigme et l'on comprend dès lors pourquoi Malenkov ne veut pas le citer.

En 1939 et 1940, du fait de l'incorporation à l'U.R.S.S. de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Bessarabie et d'une partie de la Pologne, la superficie totale des cultures de grains s'accrut de près de 9 millions d'ha, représentant 111,1 millions d'ha. en 1940, au lieu de 102,4 en 1938 et de 99,7 en 1939.

Où sont les 111,1 millions d'ha. ? Pourquoi en 1952 n'en compte-t-on plus que 99,1 millions ? Où, telle la mythique Atlantide, ont disparu 12 millions d'hectares ?

La presse soviétique a mille fois répété que les destructions causées par la guerre avaient été réparées et que sur l'ensemble du territoire, tant à l'intérieur de ses frontières d'avant-guerre que dans les régions nouvellement acquises, les surfacesensemencées ont non seulement été rétablies mais même étendues. Or si elles avaient été rétablies (sans même parler d' « extension »), les ensemencements n'auraient pas disparu sur une

étendue dépassant de 1 million d'ha. la totalité des emblavures en France. Ils seraient toujours de 111,1 millions d'ha. et non de 99,1 millions. Mais sans avoir les chiffres dont dispose secrètement le gouvernement soviétique, il est impossible de dire avec précision ce qu'il en est. Sur le territoire d'avant-guerre, il s'agit à coup sûr d'une disparition de 3,3 millions d'ha., différence enire 102,4 millions en 1938 et 99,1 millions actuellement. Quant aux autres 8,7 millions, il est impossible que ce soit la diminution en Estonie, Lettonie, Lituanie, Bessarabie et Pologne annexée. Avant la guerre, les emblavures de ces pays n'étaient pas de beaucoup supérieures à 9 ou 10 millions d'ha., et leur diminution de 8,7 millions d'ha. signifierait la disparition quasi totale des grains, c'est-à-dire la famine. La guerre a détruit l'agriculture dans ces territoires, la situation doit y être difficile même aujourd'hui, mais la grande partie des ensemencements a néanmoins été rétablie. En supposant qu'il y manque 2 millions, à la rigueur 3 millions d'ha., le reste (5,7 ou 6,7 millions d'ha.) doit représenter les emblavures non rétablies sur le territoire soviétique d'avant-guerre. Avec les 3,3 millions d'ha. indiqués plus haut, le manque à ensemenecer sur ce territoire atteint le chiffre impressionnant de 9 ou 10 millions d'ha. Le gouvernement garde le silence sur ce fait.

Quelles sont les cultures de grains les plus touchées par rapport à l'avant-guerre ? Les chiffres approximatifs disponibles montrent que ce sont l'orge, l'avoine, le maïs, d'une importance capitale pour la nourriture du bétail, qui ont le plus souffert. On a là une des causes du déclin de l'élevage que le gouvernement est obligé de reconnaître. Le non-rétablissement des cultures fourragères est non seulement une faute impardonnable de la planification mais aussi une conséquence logique de la politique communiste à l'égard des paysans kolkhoziens et de leur élevage.

Le rendement à l'hectare

COMME déjà dit, les ensemencements de 1913 sont, après amputation, donnés pour 94,4 millions d'ha. au lieu de 100,2 millions. La superficie actuelle de 99,1 millions d'ha les dépasse de peu. Mais en 1913, sur le territoire nommé aujourd'hui U.R.S.S., la population comptait 140 millions d'âmes, tandis qu'actuellement le territoire agrandi n'en compte probablement (le chiffre est tenu secret) pas moins de 210 millions. Les communistes répètent sans cesse que les besoins de cette population ont crû dans d'immenses proportions depuis 1913. C'est normal et il ne peut en être autrement. En quarante ans, les gens ont changé, évolué, leurs exigences ne sont plus les mêmes. Puisque, dans l'intervalle, la population a augmenté de 50 %, le rendement en grains aurait dû croître dans d'immenses proportions pour satisfaire « l'impétueux » accroissement, comme on dit en U.R.S.S., de ses besoins.

On parle depuis longtemps de l'amélioration du rendement, mais jusqu'à présent cette question n'a pas eu toute l'attention qu'elle mérite. A l'époque du « grand et génial » Staline, la presse avait reçu l'ordre de répéter que le pays était déjà entré, ou presque, dans « la phase de l'abondance ». Etant donné cette appréciation, l'insuffisance du rendement était rejetée dans l'ombre par les réalisations acquises. Le livre de N. Vassiliev, *L'agriculture socialiste sur la voie de l'abondance des produits* (éd. de 1951), s'étend longuement sur les kolkhozes de haut rendement, mais ne parle qu'en passant des autres. Dans le même esprit, l'ouvrage de N. Guérachtchenko, *Nouvel essor de*

l'économie nationale de l'U.R.S.S., indique que, dans 750 « districts », le rendement moyen en froment s'élève à 100 pouds (16,4 quintaux) à l'hectare, et dans 75 « districts », à 150 pouds (24,6 quintaux) et davantage. Cependant il n'explique pas ce qu'on doit entendre par « district » et ne souffle mot du rendement de dizaines de milliers de kolkhozes. Pour l'auteur, le haut rendement est déjà réalisé. Il écrit :

« Une particularité caractéristique du premier plan quinquennal stalinien d'après-guerre est la constante augmentation du rendement de toutes les cultures. L'année terminale du plan (c'est-à-dire 1950) est remarquable en ce que la récolte de grains a dépassé le niveau de 1940 de 345 millions de pouds et, fait particulièrement important, pour le froment, culture alimentaire essentielle, la production est supérieure de 376 millions de pouds au niveau d'avant-guerre. Les objectifs du plan concernant le rendement agricole ont été dépassés. »

Ainsi la récolte de 1950 ne fut supérieure à celle de 1940 que grâce à la production accrue du froment. Pour les autres cultures, au lieu de s'accroître, elle a baissé de 31 millions de pouds (376 moins 345). Guérachtchenko veut persuader le lecteur que la récolte de froment s'est accrue grâce au rendement. Or toutes ses assurances se trouvent réduites à néant par le communiqué du Comité central (*Pravda*, 13 septembre 1953), annonçant que, par rapport à 1940, les emblavures

de froment ont augmenté de 8,1 millions d'ha. L'accroissement de la récolte n'était donc nullement dû à l'augmentation du rendement mais uniquement à l'extension de la superficieensemencée.

En admettant que, pour le froment, le chiffre de 376 millions de pouds (61,6 millions de quintaux) soit réel et non une invention statistique, et en le divisant par 8,1 millions d'ha., le rendement moyen à l'hectare n'est en tout et pour tout que de 7,6 quintaux. En 1938 le rendement moyen en froment était à l'hectare : Pologne 12,3 quintaux, Yougoslavie 14,2, Italie 16, Hongrie 16,6, Autriche, 17,6, France 18,8, Angleterre 25,6, Suède 26,7, Allemagne 27,9, Belgique 31,5, Hollande 37,7). Il est scandaleux de ne récolter que 7,6 quintaux dans les excellentes terres noires de l'U.R.S.S.

La Russie tsariste se distinguait par un rendement très bas et néanmoins, au cours de la période de 1900 à 1913 dont une année de mauvaise récolte, 1912, le rendement moyen en seigle fut de 8,2 et en froment d'hiver de 10,2 (cf. Kondratiev, *Récoltes de grains*, Moscou, 1923, p. 43). Lorsque, après la première révolution, des lois autorisèrent les paysans à quitter les communautés villageoises pour exploiter des métairies individuelles, le rendement y accusa aussitôt une hausse sensible. Une enquête dans ces exploitations individuelles faite en 1912 montra que pour le seigle il atteignait cette année-là 10,6 quintaux et pour l'avoine 14,2 quintaux.

Après la mort de Staline, le gouvernement Malenkov baissa quelque peu le ton victorieux et avoua que le rendement n'était pas aussi satisfaisant qu'on le proclamait au temps du « grand chef ». Mais comme en août-octobre au Comité central, Malenkov et Khrouchtchev se virent obligés d'expliquer les causes de la pénurie de légumes, de pommes de terre, de viande, de lait, etc., le Kremlin résolut, pour des considérations diplomatiques et politiques, de ne pas assombrir encore le tableau en révélant que la production de grains traversait elle aussi une grave crise. Le communiqué du Comité central et le rapport de Khrouchtchev ne font allusion qu'en passant à la question des grains, et pourtant le peu qu'ils en disent suffit à esquisser un tableau peu réjouissant. « Le rendement en grains, lit-on, demeure bas ». Suit une explication des causes.

Il en ressort que la qualité du travail agricole est extrêmement mauvaise. « De nombreuses stations de machines et de tracteurs exécutent les travaux des champs avec retard et négligence, et ne réalisent pas les plans concernant les labours d'automne. Les jachères sont reprises trop tard et mal travaillées. Les semences de prin-

temps subissent des retards inadmissibles. Les blés d'hiver ne sont pas semés en temps voulu ». « Dans les régions situées en dehors de la zone du *tchernoziom* », où l'hiver commence de bonne heure, « les kolkhozes font traîner les semences d'hiver ». Au lieu de les terminer au plus tard dans la première quinzaine d'août, « ils sèment jusque dans la seconde moitié de septembre et certains même en octobre ». « On n'a pas abandonné la pratique de semer des graines de mauvaise qualité et non-sélectionnées ainsi que d'abaisser les normes d'ensemencement », c'est-à-dire d'utiliser les semences en quantité bien inférieure aux exigences d'une culture donnée. Le bas rendement a pour cause « l'enrichissement insuffisant du sol par les engrais chimiques et surtout le fumier ». « Les kolkhozes emploient de mauvaises méthodes de conservation du fumier qui perd ainsi sa valeur. On doit le transporter en totalité et à temps dans les champs et le faire pénétrer dans le sol en labourant ». « Le rendement des cultures pour gruaux est faible, et la production de sarrasin et de millet a subi une baisse particulièrement marquée ».

« Par suite du bas rendement et de la diminution (important avec) des superficies ensemencées en avoine, orge, maïs et autres céréales fourragères, il est produit peu de grains pour la nourriture du bétail et de la volaille ».

Comment concilier ce sombre tableau du travail kolkhozien avec la déclaration suivante de Khrouchtchev :

« L'agriculture de notre pays est la plus mécanisée du monde. Le système kolkhozien, créé sous la direction du parti communiste, possède une supériorité décisive sur n'importe quelle économie privée, tant la petite exploitation que la grande exploitation capitaliste. »

Voilà précisément ce qui ne ressort pas des citations qu'on vient de lire. Personne ne niera qu'à la différence de la Russie tsariste où la plupart des paysans ne disposaient que d'instruments aratoires rudimentaires, l'U.R.S.S. possède un grand nombre de machines, de moissonneuses-batteuses, de tracteurs. Mais pourquoi le kolkhozien se sent-il si mal à l'aise au milieu de ces moyens mécaniques destinés à faciliter l'effort humain ? Pourquoi travaille-t-il si mal, avec négligence, comme s'il ne le faisait que sous la menace du knout des autorités qui le surveillent nuit et jour et l'accablent de 10.000 questions ? Où, dans quel pays, a-t-on vu qu'il soit nécessaire de forcer le paysan à semer en temps voulu et à fumer ses champs ?

« Supériorité décisive » du système kolkhozien

S'ABSTENANT de répondre à cette question, les dirigeants de l'U.R.S.S. déclarent qu'en dépit de certains défauts, le système kolkhozien présente deux avantages décisifs : un énorme accroissement de la production, en particulier des cultures de grains, et une énorme production de marchandises. « La plus importante particularité de l'économie kolkhozienne, disait le « génial » Staline, réside dans la production élevée de marchandises ». Examinons donc cette « supériorité ».

Autrefois, en Russie comme partout au monde, on entendait par production de marchandises agricoles les produits écoulés sur les marchés par les cultivateurs. En U.R.S.S. on donne aujourd'hui ce nom à la partie de la production que le gouvernement prélève à titre obligatoire sans tenir compte des désirs de la population rurale.

En ce qui concerne les grains, la production de marchandises se compose :

1° — des livraisons obligatoires payées à des prix dérisoires. Ni dans le discours de Malenkov ni dans le rapport de Khrouchtchev il n'est fait la moindre allusion à une possibilité de relèvement de ces prix ;

2° — des « achats planifiés » effectués par l'Etat, en fait, livraisons obligatoires aussi, mais de volume plus restreint et un peu mieux payées. Il n'est pas non plus question d'en augmenter le prix ;

3° — des paiements en nature — en grains — par les kolkhozes aux stations de machines et de tracteurs qui versent au fonds de l'Etat les énormes quantités de grains ainsi obtenues. Ces sta-

tions étaient en 1938 au nombre de 6.358, en 1953 de 8.950.

Le Kremlin s'efforce de stocker un maximum de production dite de marchandises. Il en a besoin pour le ravitaillement des villes dont la population est passée de 55,9 millions d'âmes en 1939 à 80 millions actuellement. Une grande quantité de grains est nécessaire à l'entretien de l'armée et des troupes du M.V.D. Se préparant toujours à la guerre, le Kremlin constitue d'importants stocks et, de plus, désire disposer de réserves pour réaliser, selon l'expression de Khrouchtchev, « certaines opérations d'exportation » (de caractère commercial et politique, par exemple pour améliorer le ravitaillement des satellites). En 1940, enlevant impitoyablement le grain aux paysans, poussant de nombreuses localités agricoles au bord de la famine, le gouvernement avait concentré entre ses mains une production « marchande » de 383.000.000 de quintaux (cf. Vassiliev, *L'agriculture socialiste sur la voie de l'abondance des produits*, p. 18). En 1952, cette quantité était passée à 404.000.000 de quintaux (chiffre cité par Malenkov).

Le volume de la production « marchande » dépend — et c'est là la particularité essentielle du système kolkhozien — non pas tant de la récolte que de la pression exercée, de la volonté du gouvernement, des plans officiels. L'enlèvement de la production est douloureusement ressenti par la population rurale. Pour mettre la main sur le plus de grains possible, le gouvernement entreprend chaque automne (le précédent en a été établi dès 1928) une sorte d'expédition militaire dans les campagnes. En renfort aux autorités locales, on mobilise des détachements d'« agitateurs » afin d'accélérer la rentrée des moissons, le battage, la livraison des grains aux entrepôts. A l'automne 1951, au moment des travaux agricoles, en Ukraine, une légion de 380.000 agitateurs faisait pression sur les kolkhozes (cf. article de Melnikov, secrétaire du Comité central du parti d'Ukraine, *Pravda*, 2 septembre 1951).

On sait que la guerre a causé d'immenses ravages parmi la population masculine des campagnes. Les hommes sont relativement peu nombreux dans les kolkhozes ; les plus jeunes et les plus énergiques s'enfuient à la première occasion dans l'espoir de trouver une vie meilleure à la ville. La grande majorité des travailleurs des kolkhozes sont des femmes. Au dire de Khrouchtchev, elles jouent un rôle « exceptionnellement important dans l'agriculture, donnant de remarquables exemples d'abnégation dans le travail ». Les femmes sont plus souples que les hommes, elles craignent davantage les autorités, cèdent plus facilement, ce qui permet de pomper avec moins de résistance la production dite « marchande ». Nous ne voyons là aucune « supériorité décisive » du système kolkhozien. Cela sent non le libre travail mais plutôt une sorte d'esclavage, ou une forme modernisée du servage tel qu'il existait en Russie avant l'émancipation des

paysans en 1861. Les rapports avec leurs 10.000 questions et les 380.000 agitateurs-espions sont des symboles du régime totalitaire. La vie dans les campagnes est très dure et c'est ce qui explique qu'on y travaille avec nonchalance, qu'une pression doive être exercée constamment sur le producteur pour obtenir qu'il sème en temps voulu et fume les champs.

La seconde supériorité « décisive » du système kolkhozien serait, paraît-il, le rapide accroissement de la production. Pour 1913, la récolte de grains est chiffrée par les statistiques soviétiques à 801 millions de quintaux. Il est utile de préciser que ce fut une excellente année et que, peu après la révolution, la direction centrale de la statistique avait évalué cette récolte à 944 millions de quintaux (100,2 millions d'ha. ensemencés, rendement moyen de 55 pouds à l'ha, soit 9,02 quintaux). Sous la pression des communistes (en particulier de Larine) qui voyaient une « propagande contre-révolutionnaire » en faveur des réalisations de la Russie tsariste, ce chiffre fondit pour devenir 801 millions de quintaux. Ne discutons pas et prenons-le pour base. L'accroissement du rendement depuis cette époque peut, à en croire les statistiques soviétiques, être démontrée par les chiffres suivants. Pour 1938, la récolte est chiffrée à 949 millions de quintaux. Pour 1940, à 1.179 millions et pour 1950 — fin du quatrième plan quinquennal — à 1.235 millions. En 1951, la récolte fut mauvaise sur la Volga, en Sibérie occidentale, dans le Kazakhstan, mais cela aurait été sans incidence sur la production totale évaluée à 1.233 millions de quintaux, c'est-à-dire autant que l'année précédente qui était bonne. Enfin, en 1952, d'après Malenkov, la récolte atteignit 9 milliards de pouds, soit 1.312 millions de quintaux.

Nous servant de ces chiffres officiels sans les analyser ni critiquer pour le moment, comparons-les à ceux de 1913. Pour une superficie de 99,1 millions d'ha (d'après Malenkov), et une récolte de 1.312 millions de quintaux, le rendement à l'ha s'élève à 13,2 quintaux. En 1913, selon les données soviétiques, il était de 8,5 quintaux et, dans la période 1913-1952, il s'accrut de 54 %. La quantité totale de grains a augmenté pour cette période de 63 %, autrement dit a dépassé l'accroissement de la population et représente 625 kilos par tête d'habitant (210 millions). Sur la récolte totale il a été prélevé dans les campagnes, à titre de production de marchandises, 404 millions de quintaux, soit 30,7 %. Il restait à la disposition des agriculteurs 69,3 % de la récolte, quantité tout à fait suffisante pour l'alimentation de la population rurale, la nourriture du bétail et de la volaille, les semences.

Tableau d'une prospérité parfaite. Malenkov n'a-t-il pas raison de déclarer que le « problème des grains a été résolu définitivement et une fois pour toutes » ? Il est possible que cela soit vrai un jour et il faut souhaiter au peuple russe une telle prospérité. Hélas, on en est loin aujourd'hui, le tableau qui précède est mensonger, entièrement composé de faux indices.

Abandon des faux indices

Le Kremlin joue sur les mots : moisson globale, récolte globale. Or ce n'est pas du tout la même chose. Dans la Russie tsariste comme en U.R.S.S. avant les plans quinquennaux, l'on entendait par récolte la quantité de grains effectivement engrangés. Pendant le premier plan, lorsque commencèrent la collectivisation forcée et la « liquidation des koulaks en tant que classe », l'agriculture se trouva en pleine décomposition. Les

récoltes s'effondrèrent, non seulement par rapport à 1913 mais même en comparaison de 1928, dernière année de la NEP. Le gouvernement les chiffrait à un peu plus de 600 millions de quintaux, mais personne ne savait au fond le rapport entre le grain engrangé et l'estimation théorique de la moisson sur pied. Les pertes lors de la rentrée des moissons étaient effroyables.

Désireux de mettre fin au chaos dans la défini-

tion des récoltes, le gouvernement décréta, au début du second plan quinquennal, qu'il convenait d'entendre désormais par récolte uniquement les moissons sur pied. « L'acte de prévision de récolte » prit la place du grain effectivement récolté. Et dès lors un chiffre gonflé devint la règle. Le gouvernement en avait besoin pour démontrer que tout allait parfaitement au pays du socialisme et que la collectivisation avait entraîné non une baisse de la production mais une énorme augmentation. La surestimation était en même temps une raison d'enlever aux kolkhoziens une portion accrue de production « marchande ».

Les autorités et les estimateurs locaux, l'inspection d'Etat jouaient un rôle capital dans cette surévaluation sciemment faussée. En annonçant des récoltes élevées, ils montraient à Staline et à sa clique que l'agriculture était florissante et que, sous leur direction vigilante et éclairée, elle se développait conformément aux exigences du dictateur et aux ordres du parti. En 1951, dans les rapports au « grand chef » publiés en première page de la *Pravda*, le gonflement des « prévisions de récolte » et de ses promesses prit de telles proportions que seul Staline vieillissant, saturé de mensonges, pouvait ne pas remarquer qu'elles n'étaient qu'un amas d'inventions.

Ajoutons qu'avant 1937, on opérait sur les prévisions un abattement pour pertes avant et après la rentrée des moissons. Par la suite le gouvernement décréta que cet abattement de 10 % ne devait plus être appliqué, ce qui gonfla encore plus artificiellement les chiffres. Les données officielles citées plus haut sont doublement fausses: elles ne tiennent aucun compte des pertes et elles embellissent délibérément la vérité.

De combien l'évaluation officielle dépasse-t-elle la récolte effective de grains ? C'est spécialement de cette question que se sont occupés deux éminents économistes, S. N. Prokopovicz et N. Iasny, qui arrivent à la conclusion que, pour se faire une idée de la situation réelle, les chiffres soviétiques doivent être réduits de 25 % et en tout cas de 20 % au moins. Si de ces deux coefficients on prend le plus bas et que l'on opère les rectifications nécessaires, le tableau de la production de grains brossé par les artistes soviétiques se trouve complètement changé.

La récolte 1938 n'est plus	949 mil. de qux mais	759
La récolte 1940 n'est plus	1179 mil. de qux mais	943
La récolte 1950 n'est plus	1235 mil. de qux mais	988
La récolte 1951 n'est plus	1233 mil. de qux mais	987
La récolte 1952 n'est plus	1312 mil. de qux mais	1050

Après rectification, le rendement à l'hectare s'élève pour 1952 non à 13,5 mais à 10,5. L'augmentation par rapport à 1913 est non de 54 % mais de 23,5 %. La quantité générale de grains récoltés depuis 1913 a augmenté non de 63,7 % mais de 31 % ; loin d'avoir dépassé l'accroissement de la population (50 %), elle lui est restée inférieure. Le volume de la production marchande enlevée aux producteurs représente non 30,7 % de la récolte brute mais 38 %. En déduisant de la récolte brute 128 millions de qux pour les ensemencements, la récolte nette est de 922 millions de qux et la production « marchande » de 404 millions de qux représente 43,8 %. Dans d'autres conditions, sous un autre régime, ce pourcentage aurait pu être sensiblement plus élevé, mais sous le système soviétique où la production enlevée à la population kolkhozienne sans aucune considération de ses besoins ni de ses désirs n'est pas payée un juste prix mais pratiquement confisquée, le pourcentage indiqué est atterrant.

Dernier indice : selon les données soviétiques, la récolte de grains s'est élevée en 1952 à 625 kilos par tête d'habitant, alors qu'en réalité elle a

été de 500 kilos (1.050 millions de qux divisés par 210 millions). En 1913, la récolte moyenne (801 millions de qux divisés par 140 millions) fournit 572 kilos par habitant. Donc, après toutes les réalisations de « l'agriculture la plus mécanisée du monde », celle-ci n'était pas encore parvenue en 1952 à assurer à la population la quantité de pain qu'avaient fournie au pays en 1913 des paysans équipés non de moissonneuses-batteuses et de tracteurs mais de simples charrues, voire de sochets ou d'araires. Sans même comparer aux 944 millions de qux, récolte réelle de 1913 qui avait fourni 673 kilos par habitant, 173 de plus qu'en 1952.

Les chiffres soviétiques sont ici réduits de 20%, mais tout porte à croire qu'il y aurait lieu de les réduire davantage, en raison des considérations suivantes. Après la guerre, le gouvernement s'attacha à développer particulièrement les cultures alimentaires, froment, seigle, pour approvisionner la population en pain. Comme indiqué plus haut, par rapport à 1940 la superficie emblavée (froment) a augmenté de 8,1 millions d'ha. Celle cultivée en seigle n'a sans doute pas diminué mais a dû s'étendre dans les mêmes proportions. Le gouvernement ordonna de pousser les ensemencements vers le nord, dans les contrées où l'on n'en semait pas jusqu'alors. Cet accroissement s'accompagnait d'une diminution des ensemencements en orge, avoine, maïs, et aboutit à la réduction de 9 ou 10 millions d'ha. signalée au début du présent article. Le ravitaillement de la population en pain se faisait donc au détriment de la nourriture du bétail. L'économie planifiée s'est avérée incapable d'assurer un développement harmonieux des cultures de grains alimentaires et fourragers.

De l'extension des emblavures de froment et de seigle il semblerait s'ensuivre en toute logique que l'U.R.S.S. dispose actuellement de très importantes quantités de pain. Mais voici qui est étrange et ne concorde pas du tout avec une telle abondance. Le gouvernement Malenkov a promis solennellement de relever le niveau de vie, de fournir à la population des marchandises de toute nature. En septembre et octobre, tous les journaux communiquaient les quantités de viande, de beurre, de lait, de margarine, de fromage, de saucisson, de conserves, de sucre, de pommes de terre, de légumes et d'autres denrées promises à la population pour 1954 et 1955. N'étaient oubliées ni la pâtisserie, ni les glaces, devenues, au dire du gouvernement, « une denrée populaire ». Les chiffres de la future production de ces biens de consommation laissaient deviner ce qu'en était la production en 1953 et combien elle représentait par tête d'habitant.

Mais d'un produit alimentaire aussi essentiel que le pain, ces communiqués ne soufflent mot. On apprend qu'en 1953 la consommation de glaces a été de 900 grammes par tête d'habitant et qu'en 1955 elle passerait à 1.090 grammes. Mais combien de kilos par habitant représente la consommation de pain de froment et de seigle, cela est passé complètement sous silence. Nous connaissons les « normes » de consommation de marmelade, de pâtisserie, de gâteaux secs, mais nous ignorons tout du pain. Or si le problème des grains avait été résolu « définitivement et irrévocablement », ce serait le moment de faire valoir devant le monde entier l'énorme quantité de pain consommée par la population soviétique.

Le silence observé sur ce point est extrêmement suspect. Il amène à conclure qu'en chiffrant la récolte de 1952 à 1.050 millions de quintaux nous l'avons encore surestimée. Il aurait sans doute fallu rabattre sur l'évaluation officielle non pas 20 % mais davantage comme le pensent S. Prokopovicz et N. Iasny. Les emblavures de froment et de seigle sont aujourd'hui d'environ

70 millions d'ha. En admettant un rendement moyen d'une dizaine de qux à l'hectare, cela donnerait au total l'énorme quantité de 700 millions de qux, représentant une part prépondérante de la récolte totale de grains (1.050 millions de qux). Si cela était vrai, le gouvernement n'aurait pas besoin de jouer à cache-cache.

Un autre fait vient confirmer que la situation est loin d'être brillante. Lorsqu'un pays manque de blé ou de seigle, on ne songe même pas à des moutures donnant une farine de qualité supérieure. Ce qui importe est que la ration alimentaire soit élevée. On ne s'occupe pas de sa valeur digestive. Tout le monde se souvient du pain de bas blutage vendu pendant l'occupation. Or les Russes sont non seulement les plus gros mangeurs de pain d'Europe mais ils en sont amateurs et connaisseurs. Bien entendu, ils voudraient avoir non un produit grossier mais du bon pain fait avec une farine de haute mouture, obtenue par des broyages et blutages successifs qui éliminent une grande quantité de son et de déchets impropres à la consommation humaine. Or on produit en U.R.S.S. très peu de farine de haute qualité. Pour quelle raison si, comme l'affirment les chiffres officiels, les céréales abondent ?

A la différence de la production de glaces, de marmelade et de confiserie, le Conseil des ministres préfère, dans son communiqué publié par la *Pravda* du 30 octobre, passer sous silence la quantité de farine de qualité supérieure produite actuellement. Il indique seulement qu'en 1955 il y en aura 2,6 fois plus, ce qui ne promet pas beaucoup. Ce qu'il annonce de plus important est d'augmenter 5,9 fois la panification de la farine dite *oboïnaïa* de seigle et de froment. A titre de grande victoire, on promet à la population « d'assurer » l'approvisionnement en farine *oboïnaïa* au taux de blutage de 95 % et en même farine de seigle au taux de 96 %.

Ce qu'est la farine *oboïnaïa*, l'article *Produits farineux*, du professeur Nikitinski. l'explique dans le tome IV de *Science des marchandises* publié dans les années 20 par les Editions d'Etat. La farine la plus grossière porte en Russie le nom de *poperetchnaïa* ; elle contient des déchets (graines vides, vannures, etc.) ainsi que le tégument du grain. La farine *oboïnaïa* lui est un peu supérieure, le grain y entre également avec le péricarpe mais sans autres mélanges. Vient ensuite l'*obdirnaïa* au taux de 85,5 %, puis l'*otsevnnaïa* à 74 %. Suit la *seïanka* et enfin la *peklevan*, la fleur, contenant 50 % de farine par poids de grain. On voit donc que la presque totalité de la farine et du pain est en U.R.S.S. de la qualité la plus grossière. Par conséquent l'abondance de grains n'existe pas. Que dire après cela des doctes satellites français qui assurent que la Russie a tant de pain qu'il y sera bientôt gratuit ?

En terminant, on peut dire sur quoi, outre les arguments exposés plus haut, repose la certitude que les chiffres officiels des récoltes sont faux : sur le fait que le gouvernement Malenkov lui-même le reconnaît aujourd'hui. Il parle ouvertement de la nécessité d'en finir avec les faux indices de rendement qui étaient de règle à « l'époque du grand Staline ». Il faut désormais entendre par récolte, disent les membres du gouvernement, les grains engrangés et non les prévisions. Khrouchtchev y insiste catégoriquement (*Pravda* du 15 septembre 1953) :

« Il est nécessaire de mettre fin à la pratique erronée d'évaluer les résultats de la production de grains et autres non d'après la récolte effective mais d'après les prévisions de rendement. Une telle pratique, loin de contribuer à augmenter la production agricole, freine la lutte contre les pertes de récoltes, encore élevées dans les kolkhozes.

Il faut organiser la détermination des récoltes engrangées. »

Le chef du gouvernement, Malenkov, se prononce avec force dans le même sens (cf. son discours dans la *Pravda*, 9 août 1953) :

« Il est indispensable de mettre fin à la pratique erronée consistant à estimer les résultats du travail des kolkhozes pour la production de grains et d'autres, non d'après les récoltes effectives mais d'après les prévisions de rendement. Notre pays, nos kolkhozes peuvent être riches de récoltes engrangées, non de moissons sur pied. »

On a plaisir à entendre de sages paroles. C'est là un aveu sans réserve de ce que les chiffres publiés jusqu'ici étaient mensongers. Un gouvernement qui a entre les mains l'ensemble de l'agriculture et une légion de fonctionnaires et de statisticiens peut déterminer avec précision la récolte réelle. A moins d'un accroissement miraculeux du rendement, il est à prévoir que la réalité sera inférieure, par exemple en 1954 ou 1955, aux fictions des années précédentes. Le gouvernement voudra-t-il divulguer les données qui révéleront immanquablement le mensonge des précédents chiffres de « propagande » ?

Pour répondre à cette question, il est utile d'établir le parallèle suivant.

Pendant vingt ans, Staline, pour montrer l'immense progrès de l'industrie et du revenu national, s'est servi dans les calculs officiels des prix de 1926-1927. Mais nombre de nouveaux articles, machines, moteurs, équipement, produits dans le cadres des plans quinquennaux, ne pouvaient être ainsi évalués, pour la bonne raison qu'on n'en fabriquait pas auparavant. La nouvelle production était donc appréciée en prix courants plus élevés. Peu à peu sous le couvert des prix de 1926-27 commencèrent à se dissimuler ceux des années 1930, 1935, 1937 et suivantes. Ce fut le chaos. Mais cela n'empêchait pas de présenter chaque année la production industrielle et le revenu national en prétendus chiffres de 1926-27.

Tous les économistes soviétiques savaient que ces calculs étaient faux. Le Gosplan, qui le savait parfaitement aussi, signala, lors de sa séance de mai 1939, que cette façon de présenter les résultats de l'activité économique faussait la réalité et, en particulier, surévaluait la production industrielle au détriment de l'agriculture. Il recommandait de déterminer ce rapport en prix réels courants. Cette recommandation demeura sans effet. En fin de compte les faux indices conduisirent le gouvernement dans une telle impasse qu'il décida de ne plus jongler avec les prix de 1926-27. Il y a deux ans, ils furent abandonnés et disparurent.

On prend depuis lors pour indice de la valeur de l'industrie légère et alimentaire les prix de gros en vigueur depuis la baisse du 1^{er} mars 1951, et pour le reste de la production — métallurgie, machines, combustibles, produits chimiques, matériaux de construction, énergie électrique, etc. — les prix de gros pratiqués depuis la baisse du 1^{er} janvier 1952.

La publication des résultats de l'activité économique en ces prix effectifs constituerait un important progrès en matière de connaissance réelle de l'économie soviétique. Elle permettrait par exemple de comparer le budget et le revenu national. Jusqu'ici c'était impossible : le budget était calculé en prix courants et le revenu national en prix mythiques de 1926-27. On voulait espérer qu'en abandonnant les faux indices, le gouvernement commencerait à publier les résultats annuels de l'activité économique en valeur absolue. Cet espoir fut déçu. Dans le rapport

pour 1952 il n'y a pas de chiffres absolus ni pour le revenu national ni pour la production industrielle. Le gouvernement les possède mais il les cache. On annonce seulement qu'en comparaison de 1951 ils ont augmenté de 11 %. La base de calcul de ces pourcentages reste inconnue. La politique du secret, du jeu de cache-cache continue. Il est à craindre que le même sort ne soit réservé aux récoltes.

Elle seront calculées d'après les quantités effec-

tivement engrangées, dorénavant, mais à part le gouvernement et quelques rares initiés personne n'en connaîtra le chiffre. Dans les rapports officiels il figurera sous une telle forme que la vérité sera de nouveau cachée derrière un écran impénétrable. Mais peut-être que non, peut-être que dans cet ordre d'idées le gouvernement Malenkov est décidé à en finir avec les mensonges de « l'époque du grand Staline » ? On le saura dans un proche avenir.

Post-scriptum

L'ÉTUDE ci-dessus, au sujet du pain en U.R.S.S., c'est-à-dire de la production céréalière soviétique, écrite le mois dernier et traduite du russe, était à l'imprimerie quand, le 8 mars, les agences ont transmis de Moscou des informations prises dans la Pravda du 7. Il s'agit du compte rendu d'une nouvelle session plénière du Comité central communiste où M. Khrouchtchev a présenté un nouveau rapport sur l'agriculture. Ce rapport inespéré confirme étonnamment l'analyse et les conclusions de notre collaborateur. Khrouchtchev déclare en effet qu'il est nécessaire d'augmenter de 35 à 40 % la production de céréales, et

pour cela d'étendre les cultures sur 13 millions d'hectares supplémentaires. S'il avait voulu spécialement justifier notre étude, il n'aurait pu mieux dire. D'autre part, prononçant un discours à l'occasion des « élections » au Conseil Suprême, Khrouchtchev a avoué enfin « que la production de céréales ne couvre pas les besoins croissants de la population ». C'est exactement ce que notre étude tendait à prouver. Ainsi le B.E.I.P.I. et Khrouchtchev se sont-ils rencontrés pour démentir l'affirmation de Malenkov selon laquelle l'U.R.S.S. « a suffisamment de blé » (discours du 8 août dernier). Une fois n'est pas coutume.

Une année sans Staline

ON parle tant d'un « cours nouveau » à propos de l'U.R.S.S. qu'il nous a paru nécessaire de dresser une sorte de tableau des changements intervenus, tant dans l'U.R.S.S. que dans les pays satellites, durant l'année consécutive à la mort de Staline. Ce tableau n'est certes pas exhaustif, mais rien d'essentiel, nous semble-t-il, n'a été omis, et il permet vraiment de se faire une idée assez précise de l'importance des « changements » survenus depuis la disparition du despote.

Trois constatations s'imposent.

a. — Aucune des nouveautés si amplement célébrées n'a touché aux fondements du système totalitaire communiste : monopole du pouvoir au P. C., étouffement dans l'œuf de toute menace de désaccord dans le Parti et au dehors, police politique secrète, camps de concentration, collectivisation agraire par coercition, industrialisation à outrance, soumission des pays satellites à la volonté du Kremlin, hostilité foncière à l'égard du monde libre, etc.

b. — Les mesures les plus importantes ont été prises en vue de remédier à la situation alimentaire en U.R.S.S. et dans les pays satellites (décision d'accroître la production agricole et les fabrications de l'industrie légère). C'est que la situation s'approchait de la catastrophe, en dépit de la supériorité bien connue de « l'économie socialiste » sur toute autre.

c. — Des mesures identiques ont été prises à peu près au même moment dans plusieurs pays soumis aux communistes, mais il arrive souvent qu'elles ne s'appliquent pas à l'ensemble. La raison nous en échappe. Mais nous tenions à souligner le fait.

I. — Direction collective

Séparation des fonctions entre secrétaire général du Parti et chef du gouvernement

1. — U.R.S.S. — Mars-avril 1953 : Malenkov est nommé président du gouvernement et Khrouchtchev secrétaire général du parti.

2. — HONGRIE. — 2 juillet : Rakosi quitte la présidence du gouvernement, mais conserve la fonction de secrétaire général du Parti ; Imré Nagy est nommé président du Conseil.

3. — ALBANIE. — 24 juillet: même séparation.

4. — Dans les autres pays satellites, le principe de la *direction collective* est proclamé également, mais la séparation entre la fonction de président du gouvernement et de secrétaire du Parti n'est pas effective. (Tchervenkov en Bulgarie, Dej en Roumanie, Bierut en Pologne restent chefs de l'Etat et du Parti, etc.).

II. — « Cours nouveau. »

U.R.S.S. — Une série de mesures, à partir de l'amnistie partielle et de la diminution de l'emprunt jusqu'au rapport de Khrouchtchev sur la nouvelle politique agraire.

ALLEMAGNE ORIENTALE. — 9 juin 1953 : Le parti socialiste unitaire annonce un « nouveau cours ». (Arrêt de la collectivisation forcée, promesse d'amélioration du niveau de vie, amnistie partielle).

HONGRIE. — 4 juillet : Imre Nagy, nouveau président du Conseil, annonce une nouvelle orientation de la politique économique de la Hongrie.

ALBANIE. — 2 août : Enver Hodza, chef de l'Etat albanais, définit le « nouveau cours ».

POLOGNE. — 28 octobre : Le Président Bierut promet l'introduction du « nouveau cours » dans l'industrie et l'agriculture.

ROUMANIE. — 22 août : G. Dej parle du « cours nouveau » en soulignant la nécessité d'une élévation immédiate du niveau de vie du peuple travailleur.

Dans les autres pays satellites, pas de proclamation solennelle du cours nouveau, mais quelquefois des mesures, comme en Tchécoslovaquie l'abrogation de la loi contre l'absentéisme, ou en Bulgarie l'abrogation de deux lois draconiennes.

III. — Place de la police politique par rapport au Parti

U.R.S.S. — 6 mars : Fusion des ministères de l'Intérieur et de la Sécurité d'Etat en un seul.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — septembre 1953 : Les ministères de l'Intérieur et de la Sécurité d'Etat sont réunis en un seul : l'Intérieur. Son titulaire est Barak.

Dans les autres pays satellites, la situation reste inchangée : on maintient deux ministères là où ils existent, comme en Allemagne orientale.

IV. — Procès contre les espions occidentaux et épuration

U.R.S.S. — Avril 1953 : Exécution d' « espions occidentaux » envoyés de l'étranger.

ROUMANIE. — 9-12 octobre 1953 : Procès de 15 « espions et saboteurs » roumains soi-disant au service des Américains. Six d'entre eux sont condamnés à mort.

BULGARIE. — Depuis la mort de Staline, il n'est plus question de procès dans la presse bulgare. Pourtant certains ont eu lieu : contre M. Brink, chargé d'affaires des Pays-Bas, contre 2 ressortissants étrangers, etc...

Une condamnation à mort dans un de ces procès.

M. Brink dut quitter la Bulgarie ainsi que le chargé d'affaires belge.

POLOGNE. — 23-27 mars 1953 : Procès de 6 Polonais accusés d' « espionnage au profit des services de renseignements américains ».

24-26 mars : Procès des membres de la « bande terroriste » de Hugar.

25-27 octobre : Procès de 2 terroristes coupables d'activité clandestine au profit de l'Allemagne de l'Ouest.

3-7 décembre 1953 : Procès de 3 « espions » accusés d'avoir travaillé pour les services de renseignements américain et allemand (occidental — dirigé par le général Gehlen). Deux condamnations à mort.

ALBANIE. — Procès en préparation contre « une bande d'espions venus de l'étranger ».

Epuration dans les Partis communistes

U.R.S.S. — Liquidation de Béria et épuration de nombreux membres du C.C. et des secrétaires

du Parti dans les républiques soviétiques fédérales.

ALLEMAGNE ORIENTALE. — Exclusion du Parti de W. Zeisser, membre du Politburo, de R. Herrstadt, membre-suppléant du Politburo et la perte de toute fonction dans le Parti de F. Dahlem, membre du Politburo et de H. Hekermann, membre-suppléant du Politburo.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — En janvier 1954, sept fonctionnaires du Parti, anciens collaborateurs de Slansky sont condamnés à des peines de prison.

V. — Réapparition de personnages disparus

U.R.S.S. — Au cours de l'année qui suivit la mort de Staline, quatre anciens dirigeants bolcheviks, disparus sous Staline, sont décorés : G. Petrovski, H. Stassova, D. Manouilski et Krijanovski.

ROUMANIE. — Réapparition des sociaux-démocrates Stefan Voitec et Walter Radaceanu.

BULGARIE. — Juin 1953 : Ex-licutenant de Petkov, Assen Stamboliisky assiste à la cérémonie du 30^e anniversaire de l'assassinat de son père, le grand leader agrarien.

L'hostilité au régime manifestée par Assen Stamboliisky lui avait valu des persécutions dans un passé encore très récent.

Réapparition de plusieurs personnages, candidats désignés pour les élections législatives du 20 décembre 1953 : Boris Taskov, Zakharive, Kinov, Balgaranov, Tarpechev, Gurigov, tous précédemment évincés.

VI. — Amnistie

U.R.S.S. — 28 mars 1953 : Malenkov accorde une large amnistie aux prisonniers non dangereux pour l'Etat, surtout aux condamnés de droit commun, aux hommes âgés, aux mineurs.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — 3 mai : Le gouvernement tchécoslovaque suivant l'exemple de l'U.R.S.S. et de la Roumanie, amnistie de nombreuses catégories de prisonniers non politiques.

ROUMANIE. — 4 avril 1953 : Le gouvernement décrète une large amnistie semblable à celle que Malenkov a accordée le 28 mars en U.R.S.S.

HONGRIE. — 26 juillet 1953 : Le praesidium hongrois décrète l'amnistie de tous les prisonniers de droit commun.

BULGARIE. — Septembre 1953 : Mesures de clémence en faveur des prisonniers politiques (clémence très relative qui se borne à des transferts de prisons à camps). Mises en liberté provisoire. Il ne s'agit pas d'une véritable amnistie.

ALLEMAGNE ORIENTALE. — 9 juin : Dans la « nouvelle ligne politique », amnistie de certains condamnés politiques.

VII. — Religion et Église

TCHÉCOSLOVAQUIE. — On prépare un procès contre les évêques.

ROUMANIE. — L'église orthodoxe continue à fonctionner sous la stricte surveillance du Parti.

L'église catholique-grecque a cessé d'avoir une existence légale.

Les évêques de l'église catholique-romaine sont tous arrêtés.

Les protestants hongrois sont ménagés afin d'être opposés aux catholiques romains (hongrois) de Transylvanie.

HONGRIE. — Attaques contre religion et clergé en voie de disparition dans la presse. La presse de la capitale (citée à l'étranger) fait montre d'un désir de conciliation tandis que la presse de province reste violemment anticléricale.

Si quelques prêtres d'importance « mineure » ont été remis en liberté, en revanche les évêques (et le cardinal Mindszenty) restent incarcérés.

BULGARIE. — 8, 9, 10 mai 1953 : III^e Concile oecuménique de l'Eglise orthodoxe bulgare.

Après 6 siècles, première élection d'un Patriarche.

Nouveau règlement de l'Eglise bulgare : « Le patriarche doit jouir d'une bonne réputation ainsi que de la confiance du peuple et du gouvernement ».

POLOGNE. — 14 avril 1953 : A partir de ce jour, le clergé prête serment de fidélité à la République populaire polonaise.

22 juillet : Le conseil d'Etat fait remettre en liberté 16 prêtres et 3 religieuses.

14 septembre : Procès de l'évêque Czeslaw Kaczmarck.

26 septembre : Perquisition à l'archevêché de Varsovie. Mgr Wyszynski, primat, est suspendu de ses fonctions et mis en résidence forcée dans un couvent.

28 septembre : Communiqué du Praesidium du gouvernement relatif à la suspension de Mgr Wyszynski. Mgr Michel Klepacz, évêque de Lodz, est désigné à la présidence de l'épiscopat.

VIII. — Vie intellectuelle

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Falsification de l'histoire orientée contre Masaryk.

ROUMANIE. — Falsification totale de l'histoire : la Roumanie libérée par l'Armée rouge a été créée par la Russie.

La Satire est autorisée dans une seule publication, la *Urzica* qui correspond au *Krocodil* de Moscou. Elle vise la bureaucratie.

HONGRIE. — Selon la *Gazette littéraire* du 18 juillet 1953, un « vent frais » doit souffler dans la littérature hongroise (grâce à la nouvelle ligne).

Depuis 4 mois a disparu le nom de Joseph Révai, le « Savonarole » de la littérature.

BULGARIE. — Falsification de l'histoire au sujet de la prise du pouvoir par le P.C.B. le 9 septembre 1944 et des émeutes du 23 septembre 1923.

Le 30 décembre 1953 une ordonnance du C.C. du P.C.B. relative à la littérature pour enfants diffère des précédentes par le fait qu'il n'y est plus question de glorifier la personne de Staline.

IX. — Russification

TCHÉCOSLOVAQUIE. — La langue russe obligatoire dans les écoles. Des pancartes placées dans les tramways de Prague apprennent aux voyageurs l'alphabet russe, à raison de deux lettres par semaine.

ROUMANIE. — La russification se poursuit. Sur 10 livres publiés, 7 sont traduits du russe. Théâtres et cinémas ne donnent que des réalisations soviétiques.

BULGARIE. — La russification se poursuit. L'enseignement du russe imposé avec insistance. Mais la presse se montre plus discrète sur ce point.

X. — Doctrine

TCHÉCOSLOVAQUIE. — La nouvelle direction du Parti se prépare à élargir et à rajeunir l'enseignement du léninisme-stalinisme.

ROUMANIE. — Lénine a pris dans la presse la place occupée jadis par Staline qui passe seulement maintenant pour le « continuateur de l'œuvre de Lénine ».

BULGARIE. — Le léninisme-stalinisme reste la base théorique du Parti.

POLOGNE. — 10 avril 1953 : Varsovie : Inauguration de l'Université du soir de marxisme-léninisme.

17 avril : Séance solennelle à l'Académie polonaise des Sciences, consacrée à l'ouvrage de Staline « *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* ».

5 mai : Inauguration à Varsovie de l'exposition des écrits « *Marx-Engels-Lénine-Staline* ».

XI. — Attitude envers les occidentaux

U.R.S.S. — 8 août 1953 : Discours de Malenkov : la France mise au premier plan des préoccupations de la politique étrangère de Moscou.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Pas de changement. Mais la propagande dissocie le cas de la France des autres nations occidentales.

ROUMANIE. — La presse continue sa campagne contre les U.S.A.

Elle cite, comme journaux français : *l'Humanité*, *Combat*, *Le Monde*, *l'Observateur d'aujourd'hui*.

BULGARIE. — A l'exception de la France, les pays occidentaux sont traités comme par le passé.

POLOGNE. — 16 mars 1953 : Le gouvernement de Varsovie adresse à celui de Washington une note relative à « l'activité antipolonaise des U.S.A. ».

26 novembre : Note adressée aux U.S.A. au sujet de la « renaissance du danger allemand ».

22 décembre 1953 : L'hebdomadaire du C.C. du Parti Ouvrier Unifié publie un article intitulé « *Nouvelles raisons d'une vieille amitié* » au sujet des relations franco-polonaises.

XII. — Élections

U.R.S.S. — Mars 1954 : Les élections pour le Soviet suprême se dérouleront d'après le rituel habituel.

ROUMANIE. — Des élections législatives et municipales ont eu lieu le 20 décembre 1953. Les candidats uniques ont été élus avec 98 % des voix (99 % du temps de Staline).

BULGARIE. — 20 décembre 1953 : Elections parlementaires avec liste unique. 249 députés élus (ministres, ambassadeurs, fonctionnaires du Parti, employés de kolkhozes, ouvriers).

XIII. — Planification

Industrie lourde ou légère ?

ROUMANIE. — Le C.C. du parti ouvrier a décidé le 23 août 1953 d'accorder une plus grande attention aux articles d'usage courant. Mais aucune décision ne semble avoir été prise pour mettre cette décision en exécution.

Par contre :

— Les travaux du Canal Danube-Mer Noire sont abandonnés.

— Les travaux de l'hydrocentrale de Biczak sont mis en veilleuse.

— Le grand pont sur le Danube à Gingin reste en plan.

— Les projets de métro dans la capitale et de transformation de celle-ci en port de mer sont enterrés.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Le 14 octobre 1953 : Radio-Prague admet que de 1948 à 1952 la Tchécoslovaquie s'est « serré la ceinture » afin de développer son industrie lourde, « le gang Slansky » étant en partie responsable du retard de l'industrie légère.

HONGRIE. — 4 juillet : Nagy promet l'accroissement de la production des biens de consommation.

BULGARIE. — 8 septembre : Allocution de Tchervenkov : la production en industrie légère sera accélérée (et l'équipement en industrie lourde poursuivi).

23 décembre 1953 : Le *Rabotnitchesko Delo* déclare que les investissements destinés à l'industrie légère dans le deuxième plan quinquennal seront doublés par rapport au premier plan. Mais l'industrie lourde continuera toutefois à absorber la majorité des investissements.

XIV. — Agriculture

TCHÉCOSLOVAQUIE. — 2 août 1953 : Zapotocky critique dans un discours la collectivisation « forcée par des mesures administratives », promet de ne pas retenir les paysans qui voudraient quitter les kolkhozes.

16 août : Le ministre de l'agriculture Nepomucky prononcé un discours menaçant contre les « éléments koulaks » qui veulent quitter les kolkhozes.

1^{er} septembre : Le gouvernement annonce une augmentation des prix de gros payés aux kolkhozes et aux cultivateurs libres sans augmentation parallèle des prix de détail.

15 septembre : Discours du président Siroki qui assure aux paysans que la collectivisation se fera sur des bases volontaires et parle d'une aide future aux cultivateurs indépendants.

27 septembre : Devant 50.000 fermiers, le président Zapotocky annonce un ralentissement de la politique de collectivisation.

29 octobre : Les ministres des Finances et de l'Agriculture décrètent une aide financière accrue aux paysans des coopératives et aux cultivateurs indépendants, à un taux d'intérêt réduit.

ROUMANIE. — 6 mai 1953 : Le conseil des ministres et le C.C. du Parti font une déclaration commune demandant une lutte plus efficace contre le commerce privé et contre l'activité des « koulaks » et critiquant l'absence de progrès réalisés par les coopératives pour éliminer le secteur privé depuis le décret de 1949.

11 août : Le conseil des ministres ordonne l'augmentation du prix payé par l'Etat pour les vins et liqueurs produits par des cultivateurs indépendants.

6 septembre : Le conseil des ministres décrète d'importantes réformes (exemptions d'impôts).

La collectivisation des terres a été accélérée en 1953 : 1.003 fermes collectives, fin 1952. 4.000 actuellement. 50.000 paysans auraient demandé

à s'affilier aux kolkhozes. La propagande pour l'exploitation collective continue, mais la campagne contre les koulaks a cessé.

HONGRIE. — 3 avril 1953 : Publication par le ministère de l'Agriculture d'une note sur l'accomplissement du plan agricole de printemps : les fermiers qui ne feront pas les livraisons fixées seront passibles d'amendes.

7 juillet : Le ministère de l'Agriculture réduit les impôts et redevances pour les fermiers frappés de calamités naturelles.

11 juillet : Le conseil des ministres exempte du paiement des arrérages des produits à livrer les fermiers frappés de calamités et annule certains travaux obligatoires et certaines livraisons.

12 juillet. — Le Praesidium décrète pour les kolkhozes une annulation partielle des livraisons dues pour 1952 et une réduction de 10 % de celles prévues pour 1953.

14 juillet : Levée des restrictions sur le marché du vin.

2 août : Décret du conseil des ministres : les paysans entrés dans les kolkhozes au cours des 2 dernières années peuvent les quitter; on leur distribuera des terres appartenant à l'Etat. Certaines restrictions sur le montant des fermages sont annulées ainsi que des dettes contractées par les kolkhoziens ou les cultivateurs indépendants.

7 août : Par contre un éditorial du *Szabad Nep* réaffirme que le gouvernement est déterminé à conserver les kolkhozes intacts malgré les récentes concessions. Dénonciation sévère des « éléments koulaks ».

16 août : Le conseil des ministres annule une partie des dettes (impayées au 31 octobre 1953) résultant des crédits accordés en faveur de la production.

19 août : Suppression temporaire des droits sur la vente du blé, des pommes de terre, des graines de tournesol, des vins, sur le marché libre.

28 août : Tous les cultivateurs voient leur impôt sur le revenu diminué de 15 %.

30 août : Levée des restrictions sur le marché des céréales, des pommes de terre, des graines de tournesol. Réduction de 10 % sur les livraisons imposées aux cultivateurs individuels.

18 septembre : Décrets accordant des avantages aux kolkhoziens: crédits, assistance médicale.

19 septembre : Le ministre de l'agriculture, dans un discours, insiste sur la nécessité d'augmenter le revenu des kolkhoziens et des cultivateurs indépendants.

1^{er} octobre : Discours dans lequel Nagy prend position en faveur des moyens propriétaires.

4 octobre : Le conseil des ministres fixe par décret les conditions dans lesquelles les kolkhozes pourront être dissous.

13 octobre : Le conseil des ministres autorise les coopératives de production et les cultivateurs indépendants à passer de libres contrats avec les entreprises et les restaurants d'Etat.

18 octobre : Le conseil des ministres annonce des crédits aux kolkhozes pour la construction de 100.000 m³ de silos.

27 octobre : Imre Nagy admet que le retard dans l'agriculture est loin d'être rattrapé et que les erreurs de la politique passée pèsent encore lourdement. La production agricole est en certains cas inférieurs à ce qu'elle était avant-guerre.

31 octobre : Devant le C.C. du Parti, compte

rendu de Rakosi qui avoue que 10 % des coopératives existantes ont été dissoutes.

BULGARIE. — Avril 1953 : Modification du régime des impôts sur le revenu : les paysans voient leurs impôts majorés de 30 % environ.

8 septembre : Allocution de Tchervenkov. — Production insuffisante de beurre, viande, sucre. Des avantages nombreux vont être accordés aux kolkhoziens à dater de janvier 1954, diminution des livraisons obligatoires, annulation des dettes impayées aux S. M. T., aide supplémentaire de l'Etat.

9 octobre : Ces mesures fiscales sont mises en application.

13 octobre : Le C.C. du P.C. publie des directives destinées à l'amélioration de la production agricole, accordant un prêt de 600 millions de leva aux kolkhozes pour 1953-54 et 200 millions pour les années suivantes. Allègements fiscaux.

14 octobre : Important arrêté du C.C. du P.C.B. pour le « développement à venir de l'économie agraire ». Pour la première fois sont cités des chiffres en valeur absolue relatifs à l'agriculture et à l'élevage, chose impossible du temps de Staline.

POLOGNE. — 21 juillet : Discours de Bierut au Conseil national de Varsovie. Bierut promet d'aider les cultivateurs individuels.

12 août : Allègements fiscaux pour certains cultivateurs.

5 novembre : Publication de thèses adoptées par le C.C. sur « le développement de l'agriculture dans les années 1954-55 et les moyens indispensables pour accroître la production globale ».

17 décembre : Décret destiné à assurer aux cultivateurs les moyens d'accroître leur cheptel et de développer les pâturages.

20 janvier 1954 : Décret du conseil des ministres relatifs à la réorganisation du travail et à la hausse des salaires dans les fermes d'Etat.

ALBANIE. — 22 juin 1953 : Le gouvernement annule des livraisons en retard dues par les paysans.

5 septembre : Allègements fiscaux pour les cultivateurs.

XV. — Antititisme

Suppression presque totale des attaques contre Tito, fin des incidents frontaliers et rétablissement partiel des relations diplomatiques.

XVI. — Antisémitisme

Arrêt de la campagne publique contre le « cosmopolitisme » et des menaces ouvertes ou persécutions avouées contre le « sionisme ».

Une importante étude sur le Parti Communiste Chinois

Le rôle de Moscou et de Mao Tse Toung dans la révolution chinoise

LE Collège d'Europe, dont le siège est à Bruges et qui a pour recteur son fondateur M. Henri Brugmans, ancien professeur de littérature française de l'Université d'Utrecht, ancien ministre socialiste à l'Information des Pays-Bas, ancien président-fondateur de l'Union européenne des fédéralistes, avait organisé, en janvier 1953, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la division du parti social-démocrate de Russie en bolcheviks et mencheviks, un colloque auquel prirent part, outre M. H. Brugmans lui-même, le R. P. Wetter, recteur du Collège pontifical oriental de Rome, M. Jacques Freymond, professeur d'histoire à l'Université de Lausanne et à l'Institut universitaire des Hautes-Etudes internationales de Genève et, par correspondance, M. Branko Lazitch.

Les conférences faites à cette occasion ont été réunies dans la revue que publie, quatre fois par an, le Collège d'Europe, sous le titre Les Cahiers de Bruges. Nous nous permettons d'en conseiller la lecture, faite de pouvoir reproduire ici-même sous forme d'extraits, ni l'introduction due à M. Brugmans, ni l'étude très originale du Père G. A. Wetter : Le développement idéologique du bolchévisme, (où se trouve retracée l'évolution de la philosophie marxiste sous l'influence bolchéviste, non seulement de 1903 à 1917, ce qui est relativement connu, mais de 1917 à 1931, lors de la lutte de Staline contre Trotski puis contre Boukharine et depuis 1931 jusqu'aux dernières « œuvres » de Staline), ni la très brillante conférence

de M. Jacques Freymond : La stratégie internationale du bolchévisme, dont nous retiendrons cette conclusion (et cet avertissement) : « Ce qui frappe, lorsqu'on observe la stratégie internationale du bolchévisme sur une longue période, c'est bien la continuité ».

Nous nous en tiendrons à donner d'assez longs fragments de l'étude de M. Branko Lazitch, étude dont nous avons repris le titre en tête de cet article.

✱

I. — Moscou et le mouvement communiste chinois

« Dans son écrit *De la démocratie nouvelle*, datant de 1940, Mao Tse Toung disait que le mouvement révolutionnaire chinois est né de l'appel de la révolution russe, de l'appel de Lénine. En effet, au lendemain de la Révolution d'octobre, Lénine ne tarda pas de proclamer que le renversement du capitalisme mondial devait se faire par l'effort conjugué des masses ouvrières des pays capitalistes et des peuples opprimés des pays coloniaux et semi-coloniaux. La formule reste valable chez les communistes aujourd'hui encore, et tous les bolcheviks, de Boukharine à Malenkov, ont souligné à maintes reprises que cette contribution de Lénine à la pensée, ou plutôt à la stratégie du marxisme constitue un de ses mérites les plus importants.

Dès la fondation de l'Internationale communiste, l'attention de Moscou se fixa sur les peuples asiatiques. En 1920, les thèses sur le mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux furent élaborées par Lénine lui-même, et, la même année, un congrès des peuples d'Orient eut lieu à Bakou. Au début, deux grands pays asiatiques — le Japon et l'Inde — eurent à Moscou une audience plus importante que la Chine, en grande partie parce que chacun de ces deux pays était représenté à Moscou par une personnalité importante : le Japon, par le leader du mouvement ouvrier Katayama, et l'Inde par Roy qui fut chef de la section pour l'Orient auprès du Komintern. Mais bientôt la Chine ne tarda pas à prendre la première place dans les plans de Moscou en Asie... »

M. Lazitch rappelle ensuite les dates et faits principaux de cette première période de l'histoire du P.C. chinois : sa fondation le 1^{er} juillet 1921, son adhésion collective au Kuomintang de Sun Yat Sen, « décidée » à son III^e congrès (juin 1923) sur l'ordre de Moscou (dont les ordres sur ce point avaient été rendus publics six mois plus tôt), l'envoi de techniciens soviétiques auprès du Kuomintang, l'action commune jusqu'à la victoire de Tchang Kai Chek et à sa rupture brutale avec les communistes (12 avril 1927).

« L'échec de la coopération entre le Kuomintang et le P.C. chinois a provoqué un débat interminable sur le problème de la responsabilité de la rupture d'une part, et d'autre part sur le rôle néfaste joué par Moscou auprès des communistes chinois. La discussion sur le premier point est purement académique. Au lieu de regarder le problème sous l'angle technique (ce que Tchang Kai Chek a fait dans une ville, ce que les communistes ont fait dans une autre) il faut le ramener à la question de principe : une collaboration durable avec les communistes sur une base d'égalité et de loyauté est-elle possible ou non ? Toute l'expérience — depuis la participation des sociaux-révolutionnaires de gauche au gouvernement de Lénine en 1917 jusqu'aux tout récents exemples sur le plan interne et international après la dernière guerre mondiale — répond à cette question par la négative. Tchang Kai Chek ne fut ni le premier ni le dernier à s'en apercevoir. Si on peut lui faire un reproche, ce n'est nullement d'avoir rompu la collaboration mais plutôt d'avoir subi la défaite dans la lutte contre le communisme en dépit de ses énormes succès initiaux.

« L'autre problème, celui du rôle précis de Moscou dans la défaite initiale du P.C. chinois en 1927, est beaucoup plus difficile à résoudre. Il est hors de discussion que les gens du Kremlin ont donné l'ordre aux communistes chinois d'entrer dans le Kuomintang et d'y rester à tout prix, en dépit des signes annonciateurs de l'attaque lancée par Tchang Kai Chek qui les a surpris. Comme cette rupture en Chine est venue justement au moment de la dernière offensive de Staline contre Trotski, Zinoviev et Kamenev, ceux-ci ont exploité la défaite en Chine pour la rejeter sur le dos de Staline. Sans nier l'incompétence ni la fausseté des calculs de ce dernier en matière de politique étrangère et en ce qui concerne le mouvement communiste international — dont la Chine n'est pas l'unique exemple — il faut pourtant constater deux faits qui diminuent la valeur des arguments de Trotski et de Zinoviev. Tout d'abord, la politique de coopération, dirigée de Moscou non par Staline mais par Zinoviev, avant l'échec d'avril 1927, a puissamment contribué à transformer le P.C. chinois, simple secte à l'origine, en un parti de masse. De 900 membres en 1925, il s'élevait à 60.000 un an plus tard. Ensuite,

si la politique de Zinoviev continuée par Staline aboutit, en avril 1927, à la défaite, il reste à savoir si la formule proposée par Trotski (séparation d'avec le Kuomintang, création de soviets et action révolutionnaire) n'aurait pas — vu l'insuffisance des forces communistes — mené également à la défaite. D'ailleurs, les tentatives faites, sur l'ordre de Staline, par la commune de Canton après la rupture, et exactement semblables à celles que préconisait Trotski, se soldèrent par un échec total. Le succès de la révolution communiste chinoise a commencé par le déplacement du centre de gravité vers les régions rurales, solution qui ne coïncidait pas avec les conceptions de Trotski.

II. — Le rôle de Mao Tse Toung

« ... La *Correspondance internationale*, organe du Komintern, publiait dans un numéro spécial consacré en 1937 à la Chine, un article intitulé « Mao Tse Toung, le chef du peuple travailleur chinois » qui commençait ainsi :

« Shanghai, 1921. Le premier congrès du P.C. de Chine siège. Quelques dizaines de personnes se sont rassemblées dans la petite salle. Des ouvriers, des paysans, des coolies, des intellectuels. Un jeune homme grand et maigre prend la parole et dit : « Camarades ! Je suis délégué de Hounan ; j'ai fondé dans Hounan une organisation communiste... » D'autres délégués, de vieux ouvriers, un respectable professeur, s'approchent de lui, lui posent des questions, auxquelles il répond. Les ouvriers lui serrent amicalement la main et lui tapent sur l'épaule. Le professeur dit : « Très intéressant. Les expériences que vous avez recueillies dans le Hounan sont d'un grand intérêt et méritent incontestablement d'être étudiées. » — « Il ne s'agit pas de l'intérêt, riposte le délégué de Hounan, mais de ce que les masses se lèvent déjà pour la lutte. Ces masses ont besoin d'une organisation véritablement révolutionnaire. Le parti doit se rendre sans retard parmi les masses et les organiser c'est actuellement essentiel. » — « C'est juste ! Le gars de Hounan a bien parlé », s'écrient les délégués ouvriers. Le délégué de la province de Hounan est élu à l'unanimité au Comité central du P.C. de Chine. »

« Ce texte pourrait servir d'exemple pour illustrer le système de falsification stalinien : tout y est inventé, depuis les prétendues dizaines de délégués, notamment ouvriers (alors qu'il n'y avait que douze présents, dont au maximum deux ouvriers) jusqu'à l'élection de Mao Tse Toung au Comité central, ce qui n'est pas vrai. Quant à l'histoire, elle est forgée d'après le cliché stalinien le plus usité : d'une part les masses révolutionnaires, personnifiées par les ouvriers, et d'autre part Tchen Tou-Siou, l'intellectuel petit-bourgeois, confusionniste, capitulard, etc... Mais cette citation de l'organe du Komintern réfute également l'autre légende, celle de l'autonomie de Mao à l'égard de Moscou. S'il n'avait pas été approuvé par le Kremlin comme chef du P.C. en 1937, jamais il n'aurait eu le privilège de cette apothéose imaginaire...

« En réalité, au congrès constitutif du P. C., Mao — tout en étant l'un des 12 présents — ne fut pas nommé membre du Comité central et ceci indique clairement sa position inférieure parmi ces douze premiers communistes chinois. Il fut alors désigné comme secrétaire du P.C. pour la province de Hounan, et ce n'est qu'au troisième congrès, en 1923, qu'il entra au Comité central. A ce congrès, Mao se déclara partisan de la collaboration avec le Kuomintang, conformément aux directives du Komintern, et il combattit deux

« déviations » : celle de droite, qui risquait de faire absorber le P.C. par le Kuomintang, et celle de gauche qui s'opposait à cette collaboration. Lors du congrès du Kuomintang, il devint l'un des représentants communistes au comité central et, venu à Canton la même année, il fut coopté au Politburo du P.C. Jusqu'à la rupture avec le Kuomintang, il travailla dans sa direction, dirigea une revue officielle et devint ensuite secrétaire du comité agraire du Kuomintang.

[Après la rupture de Tchang Kai Chek avec les communistes (année 1927) la situation fut très confuse au sein du P.C.]

« Que fit Mao Tse Toung durant cette période ? Après toutes les vaines tentatives pour rallumer l'action révolutionnaire dans les villes, il se tourna délibérément vers les campagnes et commença la création des premières unités de l'armée rouge dans les régions agricoles. C'est à propos de cette période que la quasi-totalité des écrits sur la Chine s'accordent pour qualifier l'ascension de Mao Tse Toung d'« indépendante » de Moscou, ou même d'opposée à la volonté du Kremlin. Mieux que des détails historiques, quelques conclusions d'ordre général aideront à éclaircir le problème :

« Il est exact qu'à cette époque Mao s'est trouvé à deux reprises en conflit ouvert avec la direction officielle du P.C. chinois : la première fois, en avril 1927 lors du cinquième congrès du P.C. où ses thèses sur le rôle révolutionnaire des paysans furent dédaigneusement rejetées par le professeur Tchen Tou-Siou, chef du parti, et où — bien que jouissant de l'appui d'une partie de ses camarades du comité central — il fut privé du droit de vote au congrès ; la seconde fois, en 1933, lorsque la direction du P.C. quitta Shanghai et vint s'installer dans les régions soviétisées, Mao se vit alors retirer sa position dirigeante dans l'armée rouge.

[Mais cela ne signifie nullement conflit de Mao avec Moscou].

« Il suffit alors d'un seul mot de Moscou pour que le fondateur du parti, Tchen Tou-Siou, fut destitué, puis déclaré traître. Pourquoi Staline eût-il hésité à faire de même envers Mao Tse Toung, alors simple membre du comité central et chef de l'armée rouge qui ne comptait en 1929 que 6.000 soldats ? On a vu qu'à deux reprises la seule direction du P.C. chinois, se couvrant de l'autorité de Moscou, avait facilement réussi à éliminer Mao Tse Toung des postes dirigeants. Combien plus facile et plus décisive aurait été une intervention du Komintern lui-même ! En réalité, jamais, dans aucun des écrits officiels du Komintern, on ne trouve la moindre mention d'une éventuelle déviation de Mao durant les vingt années de son action révolutionnaire, de même que dans les œuvres de Mao on ne trouve la moindre critique à l'endroit de l'Internationale communiste.

« Cependant, en 1927 il était facile de rejeter sur Moscou la responsabilité de l'échec subi en Chine, ou de prendre le parti de Trotski contre Staline. Pourtant Mao (ni d'ailleurs aucun des autres chefs du P.C.) n'émit aucune critique contre le Komintern et pas un seul ne se rallia à Trotski.

« De tous les fondateurs du P.C. de 1921, Mao Tse Toung est le seul qui soit resté jusqu'à aujourd'hui, à la direction du parti, ce qui est déjà un certificat de bonne conduite stalinienne... Tous les émissaires soviétiques de Chine furent épurés à leur tour, — ceux venus de l'U.R.S.S. comme Borodine, Gallen, Mif, Lominadzé, ou du Komintern comme Roy. Quatre équipes chinoises furent remplacées à la direction du P.C., sur l'ordre de Moscou, avant que Mao Tse Toung n'en devint le chef. Comment croire que Staline, si soucieux de la soumission à sa personne de

tous les membres du Komintern aurait pu tolérer la nomination de quelqu'un qui se serait lui-même imposé à Moscou, au lieu de suivre ses directives ? N'est-ce pas précisément à Moscou, après l'élimination de Tchen Tou-Siou, que, lors du VI^e congrès du P.C. chinois, Mao Tse Toung fut réintégré au Comité central ?

« De 1927 à 1933, la cause du désaccord entre Mao et les diverses équipes de direction du P.C. fut le problème de la priorité de l'action révolutionnaire dans les villes ou dans les campagnes — parmi le prolétariat ou dans la paysannerie. Mao opta pour la seconde solution et se fixa dans les régions rurales, alors que la majorité des autres membres s'obstinaient à travailler dans les villes. De ce désaccord, on a tiré la possibilité d'édifier une autre théorie, également fautive, sur le caractère agraire et non-bolchevik du mouvement de Mao. L'erreur fut de voir un désaccord idéologique là où il s'agissait d'un problème purement tactique : le moyen de faire réussir le plus vite possible la révolution communiste en Chine.

« Le travail de Mao dans les campagnes fut plus efficace que celui de la majorité du Comité central dans les grandes villes. Dès que Moscou se rendit compte de ce fait, il donna raison à Mao Tse Toung.

C'est pourquoi on remarque une nette évolution de l'attitude du Komintern à travers son organe officiel : vers 1928-1930, on loue le mouvement révolutionnaire des campagnes, tout en soulignant que la force motrice de la révolution chinoise reste le prolétariat industriel ; depuis 1931-1932, la priorité passe lentement aux paysans et à partir de la « Longue marche », la position de Mao est assurée.

III. — La république soviétique de Mao en 1931

« En 1927, l'armée rouge chinoise ne comptait que 1.000 soldats (d'après les données officielles du Komintern). Au cours des trois ou quatre années suivantes, elle connut une forte augmentation numérique, et en 1930 on l'évaluait à environ 60.000 soldats. Le centre principal de ces partisans fut la région de Kiangsi où, à la tête de l'armée se trouvaient Mao Tse Toung comme commissaire politique et Tchou-Dé comme commandant suprême.

« A la XI^e session plénière du Komintern, en juin 1931, Manouïlski rapporteur principal, déclara :

« *En Chine, la profonde crise politique a trouvé son expression dans l'organisation des soviets et de l'armée rouge sur un territoire de plusieurs dizaines de millions d'habitants. C'est maintenant le facteur décisif de l'essor révolutionnaire en Chine, qui met celle-ci au premier rang du mouvement national-révolutionnaire dans le monde colonial* » (1).

« Dans son discours, Manouïlski définit les deux tâches les plus urgentes du P.C. chinois :

« 1° Transformer l'armée rouge en une armée rouge ouvrière et paysanne régulière ;

« 2° Etablir un gouvernement soviétique.

« En août, le comité exécutif du Komintern donna officiellement la directive au P.C. chinois de former un gouvernement central soviétique.

« Cette république fut proclamée le 7 novembre, jour anniversaire de la Révolution russe. Son président fut Mao Tse Toung...

« La Constitution promulguée fut en grande partie la traduction de celle de l'U.R.S.S. (de

(1) *Correspondance internationale*, 11 juin 1931.

1924). Tous pouvoirs furent accordés aux Soviétiques qui, d'après un discours de Mao Tse Toung, fonctionnaient de la manière suivante :

« *La large démocratie soviétique s'exprime, avant tout, dans les élections. Les Soviétiques accordent le droit électoral à tous les travailleurs sans distinction de sexe. Pour quinze ouvriers, il y a un délégué ; il y a également un délégué pour 50 paysans et autres travailleurs. Le pouvoir soviétique n'est pas démocratique à l'égard des exploités, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, dont le pouvoir a bien été renversé par les masses révolutionnaires mais dont les vestiges n'ont pas encore disparu complètement* » (2).

« Le dernier article (17) de la Constitution indiquait :

« *La république soviétique de Chine se déclare prête à former un front révolutionnaire uni avec le prolétariat mondial et avec tous les peuples opprimés et proclame être un allié fidèle de l'Union soviétique, pays de la dictature du prolétariat.* »

« Le Conseil des commissaires du peuple se composait de dix commissariats, parmi lesquels celui de la police s'appelait le G.P.U. Cet organisme fonctionnait dans le pur style soviétique ; le P.C. chinois s'en félicitait et faisait régulièrement des rapports au Komintern sur les progrès accomplis dans le domaine de l'élimination des contre-révolutionnaires. A la XIII^e session plénière du Comité exécutif du Komintern, le représentant du P.C. chinois Van Mine déclarait :

« *En ce qui concerne la lutte contre la contre-révolution à l'intérieur des régions soviétiques, l'organisation et le fonctionnement de notre G.P.U. ont été améliorés. Notre G.P.U. a su découvrir et déjouer de nombreuses intrigues et de nombreux complots contre-révolutionnaires du Kuomintang et des impérialistes dans la Chine soviétique... Partant de tout cela, il est clair que la république soviétique chinoise possède toutes les conditions et tous les attributs d'un Etat moderne et digne de s'appeler république populaire civilisée* » (3).

« Comment le G.P.U. chinois fabriquait des complots du style soviétique, ce rapport de la région de Kouantoung suffit à le montrer :

« *Les docteurs furent démasqués comme membres de l'organisation contre-révolutionnaire. Tout d'abord, ils essayèrent d'empoisonner tous nos dirigeants responsables, mais plus tard ils changèrent de tactique et se mirent à leur donner des médicaments qui affectèrent leur cerveau. Actuellement, nombre de nos camarades responsables, notamment dans le comité du parti, souffrent de dérangements dans la tête* » (4).

« Président de la république soviétique de Kiangsi (1931-1934) Mao Tse Toung n'était pas encore le président du P.C. chinois. Ce fut lorsque, en automne 1934, la république soviétique fut menacée d'encerclement et d'anéantissement par Tchchang Kai Chek que Mao se hissa au poste de chef officiel du parti. Trois faits méritent, à cet égard, d'être soulignés :

« 1. Lorsque les chefs de la république se rendirent compte de l'impossibilité de maintenir leur pouvoir, ils réclamèrent des directives à Moscou. Selon le témoignage de Tchchang Kuo Tao,

alors vice-président de la république chinoise et membre important du Politburo, Moscou conseilla l'abandon de ces régions et le départ dans la direction du nord-ouest.

« 2. En janvier 1935, durant la « Longue marche », fut convoquée une conférence élargie du Politburo du C.C. du Parti qui selon l'histoire officielle... « avec l'appui de la majorité des camarades, conscients de ce qui était en jeu... révoqua les opportunistes de « gauche » de la direction du parti et établit la position dirigeante du camarade Mao Tse Toung dans l'ensemble du Parti » (5).

« 3. Pendant l'été de 1935, un désaccord éclata dans le Politburo chinois entre Mao Tse Toung qui proposait l'installation définitive de l'armée rouge dans la région de Shensi (Yenan), et Tchchang Kuo Tao qui optait pour la région de Sikiang. Moscou, consulté de nouveau, pencha du côté de Mao : établie au Yenan, l'armée rouge chinoise pourrait former une sorte d'avant-poste des intérêts soviétiques, au cas d'un conflit armé avec Tchchang Kai Chek, ou d'une agression japonaise contre l'U.R.S.S. Par contre, repliée au Sikiang, l'armée rouge chinoise, hors du territoire soviétique proprement dit, perdrait la possibilité d'influencer les événements de Chine...

« Tchchang Kuo Tao, désavoué, ne perdit pas son poste. Ce n'est que trois ans plus tard qu'il fut déclaré traître.

IV. — La tactique du Front populaire

« Au VII^e congrès du Komintern, en 1935, le P.C. chinois fut de nouveau à l'honneur. Pieck, qui présenta le rapport principal au nom du Comité exécutif du Komintern sur son activité depuis le VI^e congrès de 1928, déclara :

« *L'événement dominant de toute la période d'après-guerre, imprimant son cachet à tout le monde colonial, est la révolution chinoise qui, après le VI^e congrès mondial de l'Internationale communiste, a pris la forme des Soviétiques* » (6).

« Le compte rendu de la séance de clôture disait :

« *Ercoli donne lecture dans l'ordre alphabétique des membres proposés aux organes dirigeants de l'Internationale communiste ... Les manifestations d'applaudissements se reproduisent aux noms d'Ercoli [Togliatti], de Gottwald, de Yejov, de Kopenig, de Kuusinen, de Manouïlski, de Mao Tse Toung (le président du Comité exécutif central de la république soviétique chinoise), de Marty et de Pieck* » (7).

« Ce congrès siégeait en août 1935. Le même mois, le Comité central du P.C. chinois adressait un premier appel « pour la formation du gouvernement populaire de toute la Chine pour la défense nationale et la lutte contre le Japon ». Mais la mise en œuvre de cette directive du Komintern se heurtait en Chine à un obstacle plus grand qu'ailleurs : alors que pour les autres partis communistes, il s'agissait de se rapprocher d'autres partis politiques qu'ils qualifiaient jusqu'alors d'adversaires, pour le P.C. chinois, il s'agissait de coopérer avec le Kuomintang après une guerre civile qui avait duré près de dix ans.

« Pour donner des preuves tangibles du changement de sa politique, le P.C. chinois commença par des mesures spectaculaires : la ligne qui, jusqu'alors était sous le signe des « soviétiques », devint

(2) *Id.* 30 juin 1934.

(3) *Correspondance internationale*, 20 février 1934.

(4) *Les problèmes coloniaux*, t. III-IV, p. 93.

(5) Hou Kia-Mou, *Trente ans du P.C. chinois*, Pékin, 1952, p. 44.

(6) *Correspondance internationale*, 19 août 1935.

(7) *Id.* 31 août 1935.

maintenant celle de la « lutte pour la libération nationale ». Comme telle, elle représenta la première application de cette nouvelle manœuvre politique qui allait prendre un caractère obligatoire pour tous les autres partis communistes après l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. Le nom de « république soviétique chinoise » fut remplacé par celui de « région spéciale de Chine » ; l'Armée rouge devint l'armée nationale-révolutionnaire ; l'Université communiste de Yen-an reçut le nom d'Université anti-japonaise...

« Tchang Kai Chek fut assez longtemps très réservé en face des offres de front unique. Mais l'incident de Sian, en décembre 1936, — où il fut fait prisonnier par le maréchal Tchang Hsué Liang et libéré grâce à l'intervention communiste — poussa au rapprochement et à une nouvelle coopération entre le P.C. chinois et le Kuomintang. Une fois de plus, le Politburo chinois suivit les consignes de Moscou qui se préparait à conclure un traité d'alliance avec Tchang Kai Chek et savait très bien que l'assassinat du maréchal aurait rendu impossible la création d'un front unique en Chine. Un texte officiel du P.C. chinois de cette époque expliquait son comportement lors de l'incident :

« Le P.C. chinois étant un parti internationaliste et les directives de la III^e Internationale disant qu'un règlement amical est souhaitable et conduirait au succès, il fut décidé, vu les grands avantages pour l'avenir, de réaliser l'unité » (8).

« En août 1937, donc un mois après l'attaque japonaise sur le pont de Marco-Polo, un traité d'amitié entre Moscou et Tchang Kai Chek fut signé, et trois semaines plus tard le front uni entre le Kuomintang et le P.C. chinois fut proclamé. Peu après, la première conférence de la défense nationale se réunit à Nankin en présence de Mao Tse Toung qui devint, avec Tchou-Dé et Tchou En Lai, membre de cet organisme dirigeant.

« Cette collaboration avec le Kuomintang ne diminue en rien le caractère strictement bolchevik du P.C. chinois. Au contraire, lorsque les communistes entrent en coopération avec un autre groupement politique en affichant leur « démocratisation », ils redoublent de vigilance dans leurs propres rangs pour conserver l'unité et la pureté de leur parti. Tel fut le cas également pour le P.C. chinois. Il combattit les déviations de gauche et de droite qui se manifestèrent, si l'on en croit les textes officiels et, par exemple, cette déclaration de Dimitrov, secrétaire général du Komintern :

« Le P.C. chinois doit surmonter la résistance des éléments sectaires qui ne comprennent pas que, dans les conditions actuelles, la seule voie vers l'affranchissement du peuple chinois est celle de la création du front unique national contre les conquérants japonais. Il doit aussi lutter contre les opportunistes capitulards prêts à sacrifier l'indépendance politique et organique du parti et de l'armée rouge et à les dissoudre dans d'autres organisations et d'autres armées... Les bolcheviks chinois comprennent parfaitement que la condition première pour vaincre ces difficultés est de renforcer leur propre parti, son unité et sa discipline de fer » (9).

« Mao Tse Toung ne se fit pas prier pour découvrir ces deux espèces de déviation. En 1938 il fit éliminer du Politburo pour déviation opportuniste de droite Tchang Kua Tao, ancien vice-

président de la République soviétique chinoise ; celui-ci fut déclaré renégat, traître, et pour sauver sa vie dut s'enfuir de la République de Mao... Un autre membre chinois de l'Exécutif, Van Mine — nommé membre du Praesidium après le VII^e congrès du Komintern — fut, à son retour d'U.R.S.S. en 1938, également accusé de déviation et rétrogradé au rang de simple membre du Comité central du P.C. chinois, — rang qu'il occupait encore lors du premier congrès, en 1945...

« De même, la Chine soviétique ne tarda pas à découvrir différents réseaux « trotskistes », évidemment à la solde de l'impérialisme japonais. Des procès monstres furent organisés en été 1937, où un certain Tchang Mou-Tao fut proclamé « chef des trotskistes » et avoua être subventionné par les Japonais, avoir organisé des groupes de diversion et de sabotage, avoir démoralisé les combattants, etc... Notons en passant que Trotski lui-même dans son bulletin — où il rapportait l'activité de ses partisans dans le monde entier — ne se vanta jamais de l'existence d'une organisation trotskiste en Chine.

« Entre temps, les relations entre le quartier général communiste à Moscou et Mao Tse Toung se poursuivaient avec la cordialité habituelle. A l'occasion du XVIII^e congrès bolchevik, en mars 1939, Mao Tse Toung envoya, au nom du Comité central les « ardentes salutations bolchéviques au congrès et au camarade Staline, chef des masses progressistes du monde entier ». Manouïlski, rapporteur au nom du Komintern devant le congrès, ne ménagea pas ses critiques à l'adresse de certains partis communistes, comme le parti italien pour sa faiblesse, ou les partis yougoslave et hongrois pour avoir laissé s'infiltrer des agents provocateurs, alors qu'il donna en exemple le P.C. chinois et ses deux chefs. « Les meilleurs hommes du P.C. chinois, déclara-t-il, Mao Tse Toung et Tchou-Dé, réunissent heureusement les qualités de dirigeants politiques et de stratèges de talent » (10).

V. — La guerre et la victoire de Mao

« La politique soviétique fut renversée par le pacte Hitler-Staline, et ce fait devait inévitablement se répercuter sur la tactique du Front populaire... Mao approuva la signature de ce pacte et bientôt dans la presse communiste chinoise on put lire les affirmations communes à toute la presse communiste du monde : Le centre de la réaction mondiale s'était déplacé à Paris et à Londres, ces puissances ploutocratiques étaient responsables de la guerre, etc... Les relations entre le P.C. chinois et le Kuomintang s'aggravèrent rapidement et — vers la fin de 1940 et au début de 1941 — des conflits armés éclatèrent de nouveau. A cette époque, Staline recevait Matsuoka, ministre japonais des Affaires étrangères, avec qui un accord fut signé ; il ne s'attendait pas à l'attaque allemande du 22 juin.

« Une fois de plus, la politique soviétique fit un « tournant » et, de l'alliance avec Hitler, Staline tomba dans les bras des démocraties occidentales. Une fois de plus le P.C. chinois suivit le mouvement, avec cette différence importante que Staline, en dépit de tout son « antifascisme » s'arrangea pour ne pas entrer en guerre contre le Japon, et par conséquent se sentit beaucoup moins menacé de ce côté que de celui de l'Europe.

« Staline n'intervint en Extrême-Orient qu'à la veille de la capitulation japonaise. Il entra en guerre pour une campagne qui dura quelques jours à peine et le 14 août signa avec la Chine de Tchang Kai Chek un nouveau traité d'amitié et d'alliance. Une fois de plus, Mao Tse Toung avait

(8) Tehang Hao, *La tactique du P.C. chinois*, 1937, p. 48.

(9) *Correspondance internationale*, 26 septembre 1936.

(10) *Correspondance internationale*, 10 mars 1939.

à s'aligner sur cette nouvelle politique stalinienne, — ce qu'il fit comme auparavant.

« Il est difficile de savoir si Staline avait informé le P.C. chinois de ses négociations avec Tchang Kai Chek, mais ce qu'on connaît positivement c'est la déclaration de Mao approuvant cet acte. De plus, conformément à cette nouvelle politique, Mao, cette fois répondit favorablement à l'invitation de Tchang Kai Chek pour une rencontre personnelle. Mao Tse Toung et Tchang Kai Chek eurent une série d'entretiens en octobre 1945, après quoi les pourparlers traînèrent deux ans, malgré l'intervention de plusieurs plénipotentiaires du gouvernement américain. De cette époque date le dernier renseignement connu d'un désaccord tactique entre Mao Tse Toung et Moscou. Il est fourni par le livre de V. Dediyer sur Tito, auquel, à l'en croire, Staline avait déclaré en février 1948 :

« *Après la guerre, nous avons invité les communistes chinois à discuter de la situation dans leur pays. Nous leur avons dit brutalement qu'à notre avis le soulèvement de la Chine n'avait pas d'avenir et que ce qu'ils devaient faire c'était rechercher un modus vivendi avec Tchang Kai Chek et dissoudre leur armée. Les camarades chinois ont dit qu'ils approuvaient le point de vue des camarades russes ; mais, rentrés en Chine, ils ont fait le contraire... Dans le cas de la Chine, nous nous sommes trompés et nous le reconnaissons.* »

« Cette déclaration semble exactement rapportée, sauf la phrase sur la dissolution de l'armée rouge dont il ne fut jamais question dans le cadre des pourparlers mais seulement de son intégration dans l'armée du Kuomintang. Elle s'explique assez facilement par l'incompétence et la méfiance de Staline en matière de politique chinoise (et internationale en général). Il croyait inexacts les chiffres que les communistes chinois fournissaient sur leurs forces à cette époque (en quoi il ne se trompait pas) mais il ignorait la faiblesse intérieure du Kuomintang. De plus, il craignait le danger d'une « intervention impérialiste américaine », ce qui, pensait-il, risquerait d'amener en Chine, au lieu d'une armée de Tchang Kai Chek noyauté par les communistes, une force américaine imposante destinée à aider Tchang Kai Chek, à détruire les communistes et à s'installer le long des frontières soviétiques. Par contre, les chefs communistes chinois, en contact fréquent depuis longtemps avec le Kuomintang, connaissaient bien son état intérieur, de même qu'au cours de leurs pourparlers avec le général Marshall et d'autres Américains, ils avaient pu constater que ceux-ci se proposaient non de renforcer le régime de Tchang Kai Chek, mais de l'abandonner, en cas d'échec des négociations...

« Si les communistes chinois avaient été battus par le Kuomintang, on pouvait s'attendre à une réaction violente de Staline contre eux ; le contraire s'étant produit, on commença à Moscou à parler davantage plus favorablement du mouvement communiste chinois, au fur et à mesure des victoires remportées...

VI. — Perspectives

« ... Presque tous les écrits sur la révolution chinoise confondent deux questions distinctes. La première est : Moscou a-t-il aidé le mouvement révolutionnaire en Chine ? Pour la première période, jusqu'à 1927, le fait est clair : tout le monde connaît les noms des délégués bolcheviks et le contenu des décisions prises au Komintern. Par la suite cette forme d'aide a disparu ; les correspondants étrangers n'ont pu voir chez les rouges

d'instructeurs soviétiques, alors qu'ils voyaient chez Tchang Kai Chek des officiers américains ; d'où l'on a trop vite conclu à l'absence totale d'intervention de Moscou. Mais Staline a souvent remplacé d'anciennes formules par des nouvelles : par exemple, au lieu d'envoyer des instructeurs russes en Chine, on emmenait de jeunes communistes chinois en U.R.S.S., on les entraînait, puis on les renvoyait dans leur pays. Combien de milliers de jeunes Chinois sont sortis de l'Université de Sun-Yat-Sen et de Lénine à Moscou, qui ne sont certainement pas restés en U.R.S.S. une fois leur formation terminée.

« L'autre question, « le mouvement communiste en Chine a-t-il été subordonné à Moscou ? » a reçu presque unanimement une réponse négative. D'habitude, de la réponse à la première question sur l'absence d'aide soviétique, on conclut à l'indépendance totale de Mao. On oubliait facilement que les deux questions ne sont pas liées par un rapport causal ; Moscou pouvait ne pas aider un mouvement communiste étranger, mais celui-ci pouvait et devait rester subordonné au commandement de Moscou. L'étude attentive de l'histoire du P.C. sous Mao Tse Toung prouve que ce parti agissait comme les autres membres du Komintern, et que si Mao a pris, à une ou deux reprises, certaines mesures de sa propre initiative — mesures toujours sanctionnées, ensuite, par Moscou — il était loin d'être un rebelle permanent contre les diktats du Kremlin.

« Actuellement, chacun sait que dans l'univers communiste la Chine n'a pas la même place que la Roumanie, et tout le monde peut constater qu'elle s'est hissée au deuxième rang, dans la hiérarchie du communisme mondial, immédiatement après l'U.R.S.S. La plus délicate période pour le communisme chinois à l'égard de Moscou est passée depuis longtemps. C'était l'époque où Moscou mettait à l'épreuve le P.C. chinois, comme d'ailleurs tous les autres, par des « tournants » subits de sa tactique et par la subordination des intérêts du mouvement communiste en Chine à ceux du « bastion » de l'U.R.S.S. La mort de Staline a également écarté celui qui, par sa vanité, aurait pu gêner les relations avec Mao, ambitieux lui aussi de s'ériger en philosophe, stratège, etc... Les nouveaux successeurs de Staline, Malenkov en tête, ont continué d'accorder la priorité à la Chine, qui marche aux côtés de l'U.R.S.S. non comme un satellite mais comme son premier et plus puissant allié.

« L'orientation de la politique étrangère de Mao — seul fait, d'ailleurs, qui intéresse les Occidentaux — devient très simple si on la considère non à travers les lunettes des « titistes », « trotskistes » ou « progressistes », mais à travers la logique d'un vrai communisme. Dès 1940, Mao Tse Toung écrivait ces paroles, qui restent la conception de base de chaque communiste en matière de politique étrangère :

« *Les faits aujourd'hui sont extraordinairement clairs. Si on ne poursuit pas une politique d'alliance avec la Russie, une politique de coopération avec l'Etat socialiste, on doit mener la politique d'alliance avec les impérialistes, la politique de coopération avec les impérialistes...* » (11).

[Et M. Lazitch de conclure] :

« Le communisme chinois, dans sa politique étrangère, peut profiter d'un avantage dont Moscou est privée : alors que la moindre expansion du communisme en Europe provoquerait un conflit mondial, par l'effet automatique du pacte at-

(11) *A Documentary History of Chinese Communism*, London 1952, p. 270.

lantique, l'expansion du communisme chinois en Asie ne rencontre aucun barrage de ce genre. Et comme le communisme chinois est, de loin, bien plus jeune et plus dynamique que le communisme russe, au lieu de s'attendre à sa rupture avec Moscou, il y a lieu plutôt de craindre son expansion, comme on l'a déjà vu au Thibet. »

✱

[Le Collège d'Europe a bien voulu mettre à notre disposition un certain nombre de tirages à part de cette étude de M. Branko Lazitch. Nous la ferons parvenir à ceux de nos lecteurs qui nous en feront la demande].

L'infiltration communiste dans l'Enseignement français

Comment les instituteurs communistes doivent enseigner la morale

SI le communisme n'a pas renoncé à utiliser les masses prolétariennes comme appareil de manœuvre, parallèlement son dessein se précise chaque jour de conquérir à ses doctrines l'élite intellectuelle et d'obtenir ainsi, peu à peu, le pourrissement ou la paralysie des forces qui auraient pu contrarier sa propagande et son action.

Par sa perméabilité affective à « l'idéalisme révolutionnaire », par sa sensibilité sans défense aux théories qui se réclament de la justice, de l'égalité, de la liberté, une catégorie d'intellectuels était toute désignée pour le prosélytisme des zéloteurs du marxisme-léninisme : le corps enseignant dans son ensemble, et, singulièrement, le personnel de l'enseignement primaire public. Gagner, sinon leur adhésion, au moins leur sympathie et leur neutralité bienveillante, procurera double bénéfice puisque, peu ou prou, par l'intermédiaire de ses maîtres plus ou moins contaminés, la génération enfantine se trouvera à son tour imprégnée de jugements et d'opinions favorables à l'égard des principes communistes. Le terrain sera ainsi bien préparé pour l'avenir.

Ce projet n'est pas demeuré dans les nuées. Nous en voulons pour preuve la parution d'un opuscule de la série *Documents* publié, sous la direction d'André et Lucien Sève, aux *Editions scolaires*, à Chambéry, et consacré à la *Morale*, par Lucien Sève, agrégé de philosophie. Il mérite qu'on examine d'un peu plus près son contenu et ses tendances.

La page de couverture annonce le programme de publication de 60 numéros semblables, d'ordre scientifique, géographique (c'est le plus grand nombre), littéraire, artistique, moral et social. C'est la totalité des notions scolaires de base (l'histoire exceptée, sans motif explicite) qu'on se propose de réunir et de diriger, d'infléchir dans un certain sens, comme on s'en rendra compte. Dix documents doivent être publiés au cours de la présente année scolaire : deux seulement ont vu le jour à la rentrée d'octobre 1953 : *L'Automne* et la *Morale*.

La *Morale* dont nous allons nous occuper, comporte 67 feuillets détachés, classés dans une chemise en papier fort, de couleur saumon. La typographie en est soignée, la mise en page agréablement aérée, bien lisible, la reproduction des gravures est de qualité. C'est là un travail parfaitement adapté à l'usage auquel on le destine.

Les *Editions scolaires* s'adressent presque exclusivement à un public d'instituteurs aux fins de les aider dans leur pratique quotidienne. Mais l'hypothèse n'est pas exclue qu'elles ne pénètrent également en d'autres milieux : leur diffusion nous est signalée par un professeur de Français

en Allemagne, qui fut alarmé par cet exemple typique de propagande spéciale.

Il ne s'agit pas, en effet, d'une simple brochure d'apologétique doctrinale, mais bien d'une adaptation de l'idéologie communiste à l'enseignement de chaque jour dans les écoles primaires.

A cette date d'octobre 1953, la publication susvisée était particulièrement opportune. Chaque année, en automne, des conférences pédagogiques rassemblent, par cantons, tout le personnel enseignant en exercice, sous la direction de l'Inspecteur primaire chargé d'un exposé théorique et méthodologique dont le thème traite, tour à tour, de chacune des disciplines éducatives. Ces conférences, en 1953, portaient sur *l'Éducation morale à l'École primaire*. Le moment était donc bien choisi pour répandre la bonne parole (1).

Écoutons M. Sève.

Ayant posé la question liminaire : *qu'est-ce que la morale ?* notre auteur commence par une constatation de fait : il existe une crise de l'éducation morale à l'école primaire. Malignement étayé par une citation du général Eisenhower : « *la fibre morale des Français est désintégrée* », il déclare que les enfants ne croient plus à la distinction traditionnelle du bien et du mal, parce que la

(1) Aux journées d'études des intellectuels communistes, qui furent organisées à Paris à Pâques 1953 sous la direction de M. H. Lefebvre, M. Georges Fournial, fit au nom des instituteurs communistes, la déclaration suivante :

« *J'ai une exigence à formuler. L'automne prochain, les conférences pédagogiques dans tout le pays ont pour sujet l'enseignement de la Morale, le contenu de cet enseignement. N'est-il pas souhaitable que, dans chacune de ces conférences, après l'exposé de l'inspecteur primaire, qui sera dans la plupart des cas ce que vous pensez, un instituteur au moins se lève pour dire comment les communistes, enseignés par Staline, conçoivent l'enseignement de la morale ? Et peut-être même qu'à la porte de chaque conférence pédagogique, la cellule du groupe scolaire le plus proche distribue un journal où notre point de vue sur ce sujet sera exposé ?... Mais, pour cela il nous faut l'aide des philosophes ; c'est à eux, sans aucun doute, de nous donner l'énoncé des principes, que nous enseignerons par mille exemples, de la morale stalinienne, de l'humanisme stalinien » (*La Nouvelle critique*, n° 45, avril-mai 1953, pp. 319-320).*

M. Lucien Sève, agrégé de philosophie, a répondu à l'appel de M. G. Fournial. Cela ne s'est vraisemblablement pas fait sans ordre supérieur.

vertu n'est pas récompensée et que le vice est impuni. Bien entendu, M. Sève affirme aussitôt que si « la fibre est désintégrée » c'est chez la grande bourgeoisie capitaliste, la classe dirigeante « qui a trahi la nation et collaboré avec l'ennemi hitlérien », tandis que le peuple travailleur, les ouvriers et les paysans ont été « patriotes » et ont héroïquement résisté. Affirmation singulière, mais péremptoire, qui est posée en postulat et, comme le dit M. Sève, en « fait historique » indiscutable. Premier exemple de l'un de ces tours de passe-passe dont sa démonstration abonde. Au théorème supposé démontré s'enchaîne immédiatement le corollaire : actuellement, « une poignée de grands capitalistes et de trafiquants accumule et dépense sans travailler d'énormes profits », alors que « ce qu'il y a de meilleur dans la nation, les patriotes, les démocrates, les hommes de science et de l'art, qui œuvrent pour le progrès, sont traqués, révoqués, condamnés, emprisonnés par l'équipe dirigeante. »

De telles simplifications, si arbitraires, si fausses, si naïves soient-elles, sont évidemment bien propres à toucher l'imagination enfantine et assurément efficaces lorsqu'on les accompagne d'un appel à la révolte et à la haine :

« Qui ne voit que même très jeunes les enfants de l'ouvrier en chômage, en lock-out, du petit paysan exproprié par la construction d'aérodromes américains, du fonctionnaire sanctionné, du petit commerçant ruiné, les enfants de tous les mal nourris, les mal logés et les opprimés, font l'expérience quotidienne de la loi fondamentale de la société capitaliste actuelle, dans laquelle, au mépris de toute morale une infime minorité s'assure les profits maximum sur le dos de l'immense majorité, au détriment de la paix dans le monde. »

Ainsi la morale traditionnellement enseignée serait uniquement celle de la classe possédante qui donne elle-même l'exemple des pires habitudes, des pires égoïsmes. Il faut donc « montrer aux enfants, à l'école, que la société actuelle est immorale et les éduquer dans un esprit de lutte pour une société meilleure, vraiment humaine et morale ». Et, au nom de l'honnêteté, M. Sève ne voit qu'une solution possible au problème moral : la morale prolétarienne.



Examinant les programmes de morale établis pour l'école publique et les instructions officielles de 1887 qui les commentent et qui demandent à l'instituteur de former l'homme « de la société laïque et démocratique », M. Sève en résume la substance en trois articles, avec une mauvaise foi qui constitue une véritable falsification intellectuelle :

- 1° L'instituteur doit enseigner la morale religieuse en collaboration avec le curé ;
- 2° L'instituteur se gardera de toute critique à l'égard de la société existante.
- 3° L'instituteur doit faire appel au sentiment et non à la raison.

Il a beau jeu ensuite à déclarer ces instructions, sous la forme qu'il leur prête, inacceptables pour « l'écrasante majorité des instituteurs et la nation elle-même », et à en déduire : « puisqu'elles sont inapplicables, c'est l'instituteur qui doit réfléchir au problème de la morale et définir sa ligne de conduite ». Comme on voit mal chaque instituteur ainsi sollicité élaborer une morale de son cru, M. Sève s'offre complaisamment à le guider dans ce soin.

Qu'est-ce que la morale ?

Il l'invite d'abord à discuter l'origine des règles morales et rejette en un tour de main la conception idéaliste et métaphysique de la morale à laquelle il oppose la conception matérialiste, dialectique, marxiste de la morale, qui nie l'existence d'une morale éternelle et universelle et qui considère que toute morale est « un instrument aux mains d'une classe sociale déterminée dans sa lutte contre les autres classes ». Cette nouvelle éthique est accréditée par une citation d'Engels.

Ainsi les prémisses suivantes sont posées, dont dériveront les principes directeurs de la morale :

— Il n'existe pas de morale éternelle et universelle.

— Toute morale est une morale de classe.

— Il existe un patrimoine moral national et international que chaque classe révolutionnaire fait progresser.

En conséquence de ces principes, une règle morale quelconque, par exemple : tu ne voleras point aura deux contenus *distincts et opposés*, deux contenus de classe, un contenu bourgeois et un contenu prolétarien, et il en est de même pour toutes les règles morales.

Autres exemples avancés par M. Sève :

« La bourgeoisie révolutionnaire de 1789 a fondé la nation moderne et, avec elle, le patriotisme moderne. Aujourd'hui c'est la classe ouvrière, la classe du progrès et de l'avenir national qui reprend en main le drapeau de l'indépendance nationale et les traditions patriotiques de la bourgeoisie révolutionnaire de 1789 (2). Le patriotisme de la classe ouvrière, ne reflétant aucun égoïsme de classe, est dépourvu de tout contenu agressif, chauvin, oppresseur, il va de pair avec l'internationalisme prolétarien, avec l'esprit de l'amitié entre les peuples, qui reflète les intérêts communs de l'humanité. »

Ces raisonnements sommaires, qui ne confirment rien de plus que les habituels slogans de la propagande soviétique, entraînent immédiatement leurs conséquences pédagogiques :

« Aujourd'hui, en France, où n'existe pas le socialisme, mais le capitalisme et la lutte de classes, il existe une lutte violente entre deux morales, celle du passé et celle de l'avenir, la morale bourgeoise et la morale prolétarienne. Dans ce conflit tout instituteur est amené à prendre parti après avoir étudié le contenu concret de chacune de ces morales. »

La morale bourgeoise

Cette étude du contenu concret de la morale bourgeoise, M. Sève l'esquisse à sa manière, qui est perfide, en analysant successivement quelques manuels de morale en usage dans les classes.

D'abord le manuel de Bourceau et Faley, utilisé par les écoles privées, d'obédience catholique,

(2) On remarquera que M. Sève reprend exactement les expressions dont Staline s'était servi au dernier congrès du P.C. russe (octobre 1952) : « Maintenant, la bourgeoisie troque les droits et l'indépendance de la nation contre des dollars. Le drapeau de l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale est jeté par dessus bord. C'est à vous, représentants des partis communistes et démocratiques, de relever ce drapeau... » (Les Cahiers du communisme, n° spécial, novembre 1952, pp. 71 et 72).

enseignant donc une *morale religieuse*. Il le présente comme une sorte de simple catéchisme ayant :

1° Tous les caractères « obscurantistes » qu'il prête à la religion ; on y prêche la résignation, la soumission, le détachement, le renoncement à toute action revendicative et révolutionnaire, à toute lutte de classes, donc l'acceptation passive du système capitaliste.

2° Un contenu de classe, réactionnaire et « *assurant la défense du capitalisme oppresseur* » même dans les préceptes les plus acceptables en apparence. On y nie les conquêtes démocratiques populaires qui font de la femme l'égal juridique et politique de l'homme.

Telle est bien, pour M. Sève, l'attitude permanente de l'Église catholique, dont il veut tirer la preuve des Encycliques pontificales qui proclament, selon lui, la nécessité des inégalités et des souffrances et la nécessité de renoncer à toute lutte révolutionnaire.

La conclusion s'impose : une telle morale rabaisse l'homme ; c'est la morale du passé et les instituteurs doivent se refuser à l'enseigner.

M. Sève s'attaque ensuite à la *morale laïque*, considérée par les instituteurs comme *neutre* à l'égard des religions, parce qu'elle omet l'existence de Dieu et des devoirs religieux et les remplace par la conscience. Cette neutralité n'est qu'une illusion, car cette morale a même contenu que la morale religieuse, et dans le manuel fort répandu qu'il critique (Souché), il relève les mêmes textes d'écrivains catholiques et « réactionnaires » : H. Bordeaux, G. Chéreau, R. Bazin. C'est toujours la morale bourgeoise qui est enseignée et dont M. Sève condense l'idéal, pour le déconsidérer, dans la devise : Travail, Famille, Patrie.

La morale d'Alain, maître à penser des instituteurs républicains, telle que M. Sève l'extrait de *Minerve ou la Sagesse*, reçoit les mêmes critiques en dépit de ses apparentes incrédulités voltairiennes et de son matérialisme de bon aloi. En y regardant de près, il constate qu'Alain réconcilie la morale laïque et la morale religieuse et qu'il approuve la confession et la prière, signes évidents d'idéalisme réactionnaire.

La morale laïque n'est donc qu'une morale religieuse qui n'ose pas dire son nom.

Elle aussi a fait faillite (M. Sève en trouve l'aveu dans la bouche même du Directeur de l'Enseignement secondaire). Elle a tourné le dos à la morale des humanistes de la Renaissance, de Rabelais, de Molière, de Diderot, et des révolutionnaires de 1789. La grande bourgeoisie dirigeante n'a pas remplacé cette morale par une morale supérieure « progressiste » mais « *par une propagande agressive en faveur d'un amoralisme correspondant à ses visées impérialistes* ». Et M. Sève illustre sa thèse d'arguments politiques auxquels il pense que les instituteurs sont toujours sensibles et stigmatise les conceptions « pétaïnistes » du patriotisme « *préférant Hitler au Front populaire, prêchant la servitude nationale, déclarant la Marseillaise subversive, faisant l'apologie de la trahison nationale, prônant la dictature fasciste, excitant à la haine raciale, soutenant la collaboration, combattant la Résistance* ». La Libération n'a rien changé : le même amoralisme diffus continue, dit-il, d'empoisonner les consciences par la presse, le radio, le cinéma, se répand par les « *digests* » américains adaptés et destinés aux enfants. La propagande impérialiste serait même directement entreprise à l'école où l'on propose aux enfants des sujets typiques : rédactions dirigées et orientées sur l'Europe, données aux examens, du certificat d'études primaires (1), au bachot, concours de dessin en faveur du plan Marshall, attestent l'abandon de l'indépendance nationale.

La morale prolétarienne

A ce sombre tableau de notre déchéance morale, s'oppose, sur l'autre volet du diptyque, l'exposé rayonnant de la morale prolétarienne, introduit par l'exorde suivant :

« *On nous accordera qu'il y a aujourd'hui 5 millions d'électeurs communistes ; cela signifie que des centaines de milliers d'enfants qui fréquentent l'école primaire sont élevés dans l'esprit de la morale prolétarienne et arrivent à l'instituteur déjà familiarisés avec la plupart de ses aspects. Dans ces conditions, c'est, croyons-nous, une question d'honnêteté professionnelle que d'examiner loyalement une morale dont les adeptes déclarés constituent près d'un tiers de la nation.* »

Comme on le voit, sous le couvert de cette fallacieuse statistique, nous sommes bien en présence d'une tentative de division nationale ouverte et avouée, véritablement sans précédent, et qui ne vise à rien de moins qu'à imposer aux deux tiers de la population enfantine les concepts moraux qui auraient, prétendument, la préférence de l'autre tiers. Avec un peu de bonne foi, M. Sève eût pu se demander pourtant si, même parmi ce tiers supposé d'enfants « prolétariens », il n'en figurait pas bon nombre recevant une instruction religieuse, allant au catéchisme, faisant leur première communion et, à ce titre, acceptant, sinon réclamant, une morale religieuse au moins implicite.

Sous le prétexte que le prolétariat ne reconnaît pas la morale bourgeoise, celle de ses exploités, il justifie ce refus par une citation de Karl Marx :

« *Les lois, la morale, la religion sont aux yeux du prolétariat autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.* »

D'où les instituteurs sont conviés à tirer la résultante pédagogique :

« *L'enseignement de la morale bourgeoise ne peut que se heurter à l'indifférence et même à l'hostilité de la majorité des élèves, enfants du peuple. Un instituteur ne peut être vraiment respecté et aimé par les enfants du peuple s'il leur enseigne la morale de ses ennemis.* » Redoutable appel au sentiment...

On doit espérer que les esprits les moins prévenus et que même les indifférents ou les aveugles prendront ici conscience de la gravité du danger : il suffit que cet appel, insidieusement diffusé parmi les 25 ou 30.000 instituteurs communistes ou progressistes, soit effectivement entendu et suivi pour que, sans délai, entre en pratique dans les écoles publiques cet audacieux prêche moral de lutte de classes, c'est-à-dire, en fait, de guerre civile.

Car le prolétariat, qui n'accepte pas la morale bourgeoise n'est pas sans morale. La morale communiste existe, Lénine l'a proclamé : C'est une morale qui ne dérive pas des commandements de Dieu, « *entièrement subordonnée aux intérêts de la lutte de classes du prolétariat... Elle réside tout entière dans la discipline solidaire et cohérente et dans la lutte consciente des masses contre les exploités... C'est à cette lutte que la jeunesse doit subordonner et rattacher chaque pas qu'elle fait dans ses études, dans son instruction et dans son éducation* ».

Nous voilà ainsi dûment avertis :

« *Ce qui est à la base de la morale communiste c'est la lutte pour consolider et faire aboutir le communisme.* »

Cette morale communiste se reconnaît « *inséparable de la conception matérialiste marxiste selon laquelle la morale est le reflet actif dans le cerveau humain des conditions matérielles, sociales d'existence de la lutte de classes.* »

Aux yeux de M. Sève, la morale communiste a sur la morale bourgeoise l'avantage d'être franche et de dire en face qu'elle est une morale de classe. Au vrai, c'est la première fois qu'elle manifeste aussi crûment son programme, et qu'elle jette le masque dont jusqu'ici elle se camoufla volontiers.

Il va sans dire que ses buts déclarés sont des plus nobles : la morale prolétarienne ne veut pas laisser le peuple au niveau spirituel le plus bas, mais au contraire le tirer de son sommeil séculaire et l'élever au niveau d'une humanité supérieure. Morale créatrice, nous assure-t-on, qui ne se fonderait pas sur un idéal chimérique de l'homme mais sur une *théorie scientifique* qu'on prétend pleinement vérifiée par la pratique.

De quelle théorie scientifique est-il question ? Simplement de la « *science marxiste de l'histoire* ». Le marxisme qui n'est, parmi d'autres, qu'une hypothèse explicative du processus historique, se voit considéré, pour les besoins de la cause, comme une science expérimentale !

En fonction de la dite science s'illumine la genèse de la moralité nouvelle : la grande production industrielle a créé un homme nouveau, l'ouvrier d'usine, « *embryon d'une humanité supérieure* » (ne discutons pas : c'est l'un des dogmes majeurs de la foi marxiste), « *parce que les conditions sociales matérielles d'existence du mineur, du cheminot, du métallurgiste font naître en chacun d'eux, à chaque instant le courage, la camaraderie, la loyauté, l'amour du travail, l'enthousiasme révolutionnaire* ». Tout cela est si rigoureusement déduit qu'on se retient d'ajouter : « *et voilà pourquoi votre fille est muette* » s'il est permis d'avoir le cœur à rire en telle occurrence. M. Sève ne le dit pas, mais il le pense sans doute, que, privés des leçons morales de la grande production industrielle, artisans, paysans, employés, etc... crouissent dans un amoralisme individualiste des plus blâmables.

Donc, dans la société moderne, le prolétaire conscient (c'est-à-dire docile aux consignes de lutte de classes) « *préfigure l'homme de demain s'il s'élève peu à peu à la hauteur de sa tâche historique qui est la destruction du capitalisme exploiteur et la construction de la société socialiste.* »

La morale communiste ne consiste pas en formules abstraites : elle est avant tout un guide pour l'action (on nous a dit explicitement quelle action aura la primauté). « *La vie est dialectique* », les situations et les conditions sont en perpétuel changement.

« *Il serait donc absurde d'énoncer des règles morales immuables.* » Déclaration qui éclaire et justifie les brusques mutations de la politique soviétique, ses virages, et volte-face imprévisibles, ses mots d'ordre provisoires. Les spécieuses ressources de la casuistique viendront toujours à point rassurer les consciences inquiétées par ces incertitudes de ces variations :

« *Pendant la résistance, de nombreux Français ont été amenés à mentir au gouvernement de Vichy, à voler les stocks de l'armée allemande, à tuer des civils collaborateurs qui dénonçaient les patriotes. Or ces actes contraires à la morale bourgeoise étaient non seulement moraux, mais héroïques... Pour juger la morale communiste, il faut donc examiner non pas les préceptes, mais les actes qu'elle inspire, les hommes qu'elle forme... Ce qui juge la morale communiste,*

ce sont les 75.000 communistes morts dans la résistance pour la libération de la France. »

Saluons au passage l'exploitation obstinée de la légende des 75.000 communistes fusillés par les Allemands, légende dont M. Paul Viret a fait justice (3). Et constatons que le texte de M. Sève que nous venons de citer conduit, sous la forme qui lui est donnée, à doter d'un crédit moral indiscutable le fameux précepte machiavélien : la fin justifie les moyens.

La morale communiste, si elle est devenue celle « *de toute l'humanité progressiste* » peut-elle être adoptée par des non-communistes ? Oui, répond M. Sève « *quand les intérêts d'une classe s'identifient à ceux de toute la nation, sa morale devient la morale de tous.* » Et il soutient que c'est précisément le cas aujourd'hui où « *la classe ouvrière s'identifie à la nation française* ». Les autres classes sociales : fonctionnaires, artisans, paysans ne peuvent jouer un rôle historique « *qu'en se groupant autour de la classe ouvrière et de son avant-garde communiste.* »

La morale communiste s'identifie au patrimoine moral national. Or les instituteurs sont attachés à certaines valeurs qui font partie du patrimoine moral français et qu'énumère M. Sève : liberté de conscience, loyauté, esprit de progrès. Ici s'insère l'habituelle diatribe contre la bourgeoisie au pouvoir qui « *emprisonne les hommes qui ne pensent pas comme elle, révoque les instituteurs qui enseignent la morale que leur dicte leur conscience, interdit les livres, les pièces de théâtre, les tableaux et les films qui expriment librement la pensée des masses laborieuses. Les œuvres classiques de Rabelais, Molière ou Voltaire sont considérées comme subversives, défigurées ou boycottées...* » Dans son réquisitoire, le partisan que ne cesse jamais d'être M. Sève, passe toute mesure, si l'on veut bien songer, d'une part, à la tolérance longanime des pouvoirs publics français à l'égard des pires excès de la propagande communiste dans tous les milieux, et d'autre part, aux rigueurs des épurations en U.R.S.S. ainsi qu'aux anathèmes prononcés par la censure soviétique contre les œuvres des écrivains, des artistes et des savants et contre leurs auteurs au nom du réalisme socialiste ou de l'orthodoxie mitchourinienne.

L'esprit de progrès, nous dit-il encore, est haï en la personne des instituteurs « *qui attendent vainement la revalorisation de leurs traitements* » (on appréciera l'astuce de l'argument). « *La bourgeoisie a renié le patrimoine national que le prolétariat a pris en main* » et le militant. L'homme socialiste, prend à son compte les vertus que Kélimine, dans une conférence du 28 décembre 1938, engageait les instituteurs à enseigner : « *l'amour du peuple, des masses travailleuses, la loyauté, le courage qui permettra à l'homme nouveau de conquérir le monde, la camaraderie, le travail.* » Vertus qui sont d'ailleurs enseignées par toutes les morales, dans toutes les écoles, mais dans un autre dessein que celui de conquérir le monde !

Vertus qu'animera la conception prolétarienne de la liberté : soumission à la vérité, c'est-à-dire « *obéissance aux lois de la science marxiste de l'histoire, qui n'est pas plus asservissante que la reconnaissance du principe d'Archimède.* » Conclusion : la morale communiste est vraiment la morale de l'avenir.

Conseils pédagogiques pratiques

Comment donc enseigner dès maintenant la morale prolétarienne ? A la fois par un enseigne-

(3) Les 75.000 fusillés communistes. (Edit. M.L.S.).

ment diffus qui baigne toutes les disciplines scolaires, et par un enseignement didactique et méthodique au moyen de causeries et d'entretiens.

Après avoir dénoncé dans la forme sociale et politique de la société capitaliste actuelle la source même de l'immoralité, l'instituteur montrera aux enfants pourquoi et comment une société nouvelle supérieure redonnera vie à la morale.

Peut-il donc se permettre, lui, fonctionnaire, de prendre ainsi parti ? Evidemment, insiste M. Sève, puisque ses élèves sont les enfants du peuple. En enseignant la morale prolétarienne, il crée un climat de confiance entre les enfants et lui.

Il lui faudra résoudre un cas de conscience, comme il a dû le faire sous le gouvernement de Vichy, et se décider dans le même sens, pour les mêmes raisons : « *Aucun contrat ne peut obliger un fonctionnaire à trahir son pays et sa conscience.* » D'ailleurs la laïcité consiste non pas à être neutre, « *mais à choisir entre l'esprit de progrès et l'obscurantisme, entre la volonté du peuple et celle de ses ennemis.* ». Aucun compromis, aucune concession ne sont possibles : « *les instituteurs ont déjà montré en de nombreuses circonstances qu'ils n'acceptent pas qu'on sanctionne ou qu'on révoque un des leurs parce qu'il donnait à ses élèves un enseignement conforme à cette volonté de la nation.* »

Encouragement sans ambiguïté ; on leur dit bien haut : ne craignez rien, vous serez soutenus et défendus, nous ferons de l'agitation en votre faveur par tous les moyens si vous êtes menacés de sanctions pour avoir fait en classe de la propagande communiste.

Et voici maintenant l'exhortation à la fierté, au courage et aux responsabilités résolument assumées : « *Ce qui demande sans doute, dans les circonstances présentes, un certain courage. Mais ce courage sera précisément un excellent exemple moral, que les élèves sauront apprécier, non seulement le jour de l'inspection, en constatant que le maître ne modifie pas sa ligne de conduite, mais chaque jour de l'année scolaire.* »

Pour résoudre le problème scolaire de la discipline, M. Sève se réfère bien entendu à la seule pédagogie soviétique, dont l'exemple serait « *d'un enseignement inestimable.* »

Les textes moraux généralement présentés par les auditeurs reflètent tous la morale bourgeoise. Il convient donc d'emprunter à la littérature prolétarienne ou assimilée (car ici règne le sévère imprimatur de la doctrine marxiste) des textes susceptibles d'une utilisation nettement définie. M. Sève publie, à titre d'exemples, une série de pages choisies, les unes empruntées à un manuel « bourgeois », les autres prises chez les leaders des l'intelligentzia communiste. Les comparant et les commentant il montre évidemment la supériorité de la pensée morale progressiste.

Il établit ainsi un parallèle entre Ch. Wagner et Thorez et entre E. About et Thorez sur le travail des ouvriers, entre de Amicis et Vaillant-Couturier sur le respect des travailleurs, entre Th. Botrel et Aragon sur le patriotisme — entre Mme Walz et Thorez sur les méfaits de la guerre, entre Bersot et J.-R. Bloch sur l'amitié entre les peuples, entre J. Aicard et Staline sur le courage, entre Florian et Lénine sur l'amitié, entre J. Leroux et Staline sur l'homme et les animaux. Le rapprochement de ces auteurs ne manque pas d'une involontaire cocasserie. Inévitablement les textes bourgeois sont qualifiés de « *médiocres, irréels, réactionnaires démodés, faux, ridicules, niais, immoraux, chauvins, abstraits, invraisemblables* », tandis que les textes progressistes sont « *remarquables de vie et de mérites littéraires.* »

réels, exaltants, profondément vrais, justes, moraux, saisissants, humains, pacifiques ».

M. Sève en arrive à sa conclusion : la morale ne peut se séparer de la vie et de l'histoire. Elle doit tenir compte des luttes sociales et politiques et l'instituteur doit prendre parti en faveur de la morale prolétarienne, qui seule, est dans la tradition nationale puisque la morale bourgeoise ne répond plus aux aspirations du peuple français. C'est à coup sûr introduire la politique à l'école, mais inviter les élèves à participer à un concours en faveur du plan Marshall ou présenter, dans un manuel d'école primaire, de Gaulle comme un héros des temps moderne n'est-ce pas en faire dans un autre sens ? Les instructions officielles de 1887 donnent pour objectif essentiel à l'éducation morale de former le citoyen de la société laïque et démocratique, ce qui est bien un objectif politique. « *Ne pas faire de la politique à l'école c'est en faire et la pire qui soit.* »

Trois reproductions de tableaux sont présentées comme une illustration des traditions révolutionnaires à maintenir et à poursuivre :

— Rouget de Lisle chantant la Marseillaise : c'est l'enthousiasme révolutionnaire et patriotique ;

— La Liberté guidant le Peuple, de Delacroix, montre la grandeur des luttes populaires pour la liberté révolutionnaire ;

— L'admission au Komsomol de Grigoriev indique comment le Komsomol assure la formation civique et morale des jeunes générations en présence des représentants adultes de la collectivité et du buste de Staline « *qui incarne les perspectives de l'avenir.* »

On a réuni également un certain nombre de chants : le Chant du Départ, la Marseillaise, Défense de la Paix, Au-devant de la vie, Chantez jeunes filles (parole de Moussinaç), Jeunesse (paroles de Vaillant-Couturier).

Enfin une bibliographie sommaire vient compléter l'appareil instrumental de l'enseignement de la morale. On y recommande les ouvrages d'Engels, Lénine, Kalinine, Makarenko, Aragon, J. R. Bloch, Dickens, Ehrenbourg, Gorki, Hugo, London, Maupassant, Ostrovski, R. Rolland, A. Stil, Thorez, Vaillant-Couturier, Vallès, J. Verne (l'île mystérieuse) et un article de Garaudy (l'une des têtes pensantes du P.C.F.) dans *l'Ecole et la nation* en mai 1953.

La publication par M. Sève du présent Document ne saurait être considérée comme une initiative individuelle. Elle fait partie d'un plan d'ensemble et constitue l'une des phases de la tentative d'investissement de l'enseignement français par l'idéologie communiste. En effet le numéro 25 de *l'Ecole et la nation*, éditée par le P.C.F. consacre quelques-unes de ses rubriques à l'éducation morale. Offensive concordante où se manifestent les mêmes procédés, et où l'on retrouve les mêmes conseils ou plutôt les mêmes consignes sous la plume de Robert Enard, directeur d'Ecole à Aubervilliers, qui écrit avec une feinte modération :

« *Nous ne sommes pas pour une politisation de l'enseignement, mais c'est par simple honnêteté que l'enseignement de l'instituteur se trouve avoir un contenu politique* » mais, montrant le bout de l'oreille, il poursuit : « *nous appelons les maîtres à une morale dont l'idéal est réalisable par l'avènement d'une société capable d'assurer la réalisation des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, selon la formule de Staline.* ». L'apparente benignité du ton ne peut tromper personne.

Une entreprise de guerre civile à l'école

L'importance du document que nous venons de présenter ne saurait être minimisée. On doit d'abord reconnaître sa véritable signification : désormais le parti communiste, selon sa tactique coutumière et par tous les moyens dont il dispose, entreprend de rallier à sa cause le personnel enseignant et spécialement celui de l'enseignement primaire et de l'inviter à l'endoctrinement quotidien de tous les élèves qu'il a mission d'éduquer et d'instruire. On peut présumer que cette action sera méthodiquement poursuivie.

Ce n'est pas ici le lieu de procéder à une réfutation précise de chacun des sophismes de M. Sève. On peut espérer que les périodiques non communisés de l'enseignement public, et à leur défaut ou concurremment, que la Revue officielle du ministère de l'Éducation nationale, organe hebdomadaire, se chargeront d'opérer, dans l'esprit des maîtres, le redressement nécessaire, en discutant la table de valeurs, les impératifs et les idéaux dont M. Sève se réclame.

Nous avons seulement voulu, par un examen détaillé, aussi fidèle que possible, — et en usant de copieuses citations, afin qu'on jugeât sur pièces pour être édifié sur les intentions de l'auteur, — dénoncer le premier essai délibéré et systématique d'asservissement de la mentalité enfantine, à la « machine infernale ».

Le danger est d'autant plus menaçant que l'esprit des enfants demeure sans défense devant les jugements, exhortations et conseils accrédités par l'autorité et le prestige de la parole magistrale.

Or ce sont, aux yeux des élèves, tous les principes de l'humanisme gréco-latin et chrétien constituant les éléments de la civilisation occidentale.

qui vont être assaillis. Est-il possible de les laisser ainsi détruire ?

Est-il tolérable que la *lutte de classes* soit présentée aux écoliers comme une nécessité rationnelle et que la guerre civile y soit glorifiée comme un exploit héroïque à accomplir partout où le « capitalisme » est encore au pouvoir ?

Jusqu'ici tous les adultes sensés s'accordaient pour maintenir les enfants à l'abri des passions politiques et pour considérer l'école comme un asile de sérénité. Est-ce que ce temps est révolu ?

Est-il supportable que soit proclamée légitime et licite l'application par la jeunesse de la formule : la fin justifie les moyens, — concept gros de périls, même dans le domaine politique, et qu'aucune personne morale, aucune société civilisée ne peuvent accepter comme principe d'action ?

Or le problème de la morale n'est pas un problème politique. Il ne s'agit pas de nier la crise de la moralité contemporaine ni d'estimer la condition humaine actuelle comme satisfaisante, mais de savoir si l'on veut la bouleverser de fond en comble et lui faire courir des risques mortels pour la guérir de ses maux réels. Le problème le plus urgent est de décider si la civilisation moderne et singulièrement la nation française entendent se réformer, mais aussi se défendre d'abord, ou si elles consentent, passivement, à leur perte.

En suivant les communistes sur leur propre terrain, on veut espérer que la démocratie du monde libre, une démocratie qui n'est pas obligatoirement « populaire », aura la volonté de rectifier et d'améliorer, mais de maintenir sa prétendue « morale de classe » qui convient encore à l'immense majorité des Français, n'en déplaît à M. Sève.

Répercussions de la réforme littéraire en U.R.S.S. sur la presse communiste française

LA presse communiste française commence à s'aligner sur les nouvelles consignes « libérales » édictées en U.R.S.S. dans le domaine littéraire.

La revue *Europe* vient de traduire une longue étude d'Ilya Ehrenbourg sur le métier d'écrivain. Ehrenbourg y reprend les critiques qui furent déjà développées au congrès des écrivains soviétiques. En particulier, il reproche aux écrivains soviétiques contemporains d'avoir négligé le monde intérieur de l'homme. Mais le fait le plus remarquable, c'est qu'Ilya Ehrenbourg y fait l'éloge de certains écrivains américains : « *Les premiers livres d'Hemingway, Caldwell, Steinbeck, Faulkner, frappent les lecteurs par leur sincère et profonde amertume. Certains critiques accusent ces auteurs de pessimisme. Sans doute, il y avait même alors, aux Etats-Unis, des écrivains qui décrivaient la lutte des cercles progressistes contre le racisme, l'esprit de lucre, la sauvagerie, le mépris de la dignité humaine. Mais les cercles progressistes sont encore faibles aux Etats-Unis. Les écrivains qu'on accusait de pessimisme écrivaient ce qu'ils voyaient.* »

Il y a là un évident changement de ton à l'égard de la littérature américaine. Les critiques soviétiques ont en effet toujours reproché à des hommes comme Caldwell ou Steinbeck de donner de l'homme une image systématiquement noire et de faire étalage de cynisme dans leurs peintures. Le revirement qui se manifeste chez Ehrenbourg, lequel n'écrit que sur ordre, procède

sans doute de la réaction qui commence à poindre en U.R.S.S. contre l'optimisme de commande qui régnait sur toute la production littéraire, où, comme dans le mélo traditionnel, les justes étaient invariablement récompensés et les méchants toujours punis.

Aux *Lettres françaises*, où la rédaction a d'autant mieux compris le tournant qui s'amorçait que M. Aragon revient de Moscou avec les explications nécessaires, on peut noter que ce journal, qui s'est illustré par ses violentes campagnes contre la « fausse » culture américaine, ouvre maintenant ses colonnes aux comptes rendus des plus récents romans américains...

C'est ainsi que, dans le numéro du 21 janvier 1954, on trouve des comptes rendus de *La Harpe d'herbes* de Truman Capote, de *Un lit de ténèbres* de William Styron, des *Enfants trop choyés* de John Philips, de *Général* de John Marchand, et de *Rock Wagram* de William Saroyan.

Les trois premiers romans sont dûs à la plume de jeunes auteurs, qui sont considérés outre-Atlantique comme des révélations de la jeune génération de romanciers. Sans doute, on continue, aux *Lettres françaises*, à leur reprocher leur pessimisme, leur goût pour le morbide. Mais on admet que ces ouvrages, de par leur pessimisme même, sont révélateurs. « Il y a trop de noir en tous cas pour qu'on ne croie pas au noir ». Ainsi, plutôt que de stigmatiser cette littérature comme un des aspects de « la pourriture » et de

« la décadence occidentale », on préfère la considérer comme le reflet valable d'une crise de conscience et de civilisation et on lui concède une valeur de témoignage. De ce point de vue, l'article de Sophie Brueil sur *Rock Wagram* de William Saroyan est assez symptomatique du nouveau mode d'appréciation.

Saroyan, en effet, expose dans son roman une morale essentiellement pessimiste. Tout homme, toute entreprise humaine est vouée à l'échec. « L'homme qui ne se rend pas compte que tout n'est qu'une défaite est un imbécile ». Cette seule phrase aurait eu de quoi faire aboyer toute la rédaction des *Lettres* il y a seulement trois mois et Saroyan aurait été tout bonnement accusé de prêcher le découragement pour le plus grand intérêt des financiers de Wall Street. Au lieu de quoi Sophie Brueil écrit tout simplement : « Il y a une terrible amertume dans tout cela. Pourtant, les personnages sont généralement des gens très bien... Ce n'est pas sur les hommes que Saroyan fait reposer son pessimisme mais sur le monde où il vit. Roman sombre... qu'éclaire cependant la flamme inextinguible de la sympathie humaine ».

La *Nouvelle critique* commence, elle aussi, à s'aligner. Dans une note, à vrai dire fort brève, elle accorde droit de cité aux critiques exprimées contre elle par certains de ses lecteurs.

« Voici certaines critiques assez souvent entendues : a) Beaucoup d'articles sont du complotage de textes. b) Style et forme trop ampoulés, — venir à une formulation plus claire. c) Le lyrisme de Kanapa fatigüe ; savoir raccourcir. d) Annie Besse, c'est pire. e) Trop de mots, peu de faits ; trop d'éclat, pas suffisamment d'analyse de fond. f) P. Hervé sombre dans le roman-fleuve avec Trotski et Tito » etc...

Il est toujours intéressant de savoir que même les communistes, lecteurs habituels de la *Nouvelle critique* réagissent parfois avec bon sens. Il faudrait ajouter, ce que les lecteurs en question ne peuvent pas dire, que la *Nouvelle critique* a toujours été à la pointe du combat pour la défense des théories les plus stupides : celle des deux sciences — science bourgeoise et science prolétarienne, — formellement condamnée aux journées des intellectuels communistes ; celle du dogmatisme en matière d'art et de littérature, qui a du plomb dans l'aile depuis le congrès des écrivains soviétiques ; celle du lyssenkisme, dont il est de moins en moins question en Union soviétique. Sans parler de tous les mensonges éhontés sur la « guerre bactériologique ». De ce point de vue, en relisant les numéros de la *Nouvelle critique*, il y aurait place pour une belle anthologie de l'ineptie pontifiante sous le signe du « marxisme (sic) militant ».

ERRATA

Nous tenons à rectifier une double erreur involontaire qui, dans l'article de notre numéro 103 sur *L'Affaire Guinguoin*, altère la vérité au sujet du professeur Cavailles, ami de M. Le Bail. En effet, Cavailles n'était pas communiste, mais résistant authentique, et il est mort en France, fusillé par les Allemands, non en déportation.

Memento de la « guerre froide »

APRÈS avoir traîné, sans réussir à les caser, les faux mémoires de Litvinov, les faux mémoires du fils de Jdanov, le faux testament de Staline, la bande des falsificateurs dont nous avons relaté partiellement les activités (*B.E.I.P.I.*, *Memento de la guerre froide*, n° 88-89, 1953) s'est vue obligée de chercher à l'étranger des clients pour les produits de sa fabrication.

Ce faisant, d'ailleurs, elle n'a pas eu à renouveler ses formules qui sont au nombre de deux : ou bien on publie les « mémoires » d'un chef bolchevik, mort récemment, ou bien un prétendu parent d'un chef bolchevik apporte des « révélations » sur la vie intime des dirigeants soviétiques.

On a fait le coup avec l'imaginaire Budu Svanidzé — le pseudo « neveu de Staline ». Cette fois, M. Bessedovski a découvert un « parent » de Béria, dont il a offert les « révélations sensationnelles » aux lecteurs de l'hebdomadaire allemand « *7 Tage* » (du 26 février 1954).

Ce prétendu David Béria était ministre-adjoint de l'Intérieur en Géorgie, fait resté jusqu'à présent ignoré de tous en U.R.S.S. et ailleurs, sauf de M. Bessedovski. David s'enfuit de l'U.R.S.S. après l'arrestation de Béria et vint en Occident — fait qui, lui aussi, resta inconnu de tout le monde, sauf de M. Bessedovski. David Béria traversa les pays et les continents de l'Iran jusqu'à la France, mais en dépit de son importance, il échappa à toutes les curiosités, aussi bien à celles des journalistes, pourtant à l'affût des nouvelles

sensationnelles, qu'à celles des services de renseignements, avides de recueillir des informations de première main sur l'U.R.S.S. et à celles des polices étrangères, attentives à l'identité de tous les gens qui s'enfuient de l'empire soviétique.

En bref, ce fameux David Béria traversa pays, mers et continents, comme un fantôme — ce qu'il est en réalité — et s'en vint directement dans la baie de Guravau, pour faire de M. Bessedovski le dépositaire de ses secrets. Après quoi, M. Bessedovski délivra à l'inexistant David Béria un certificat de vie et d'authenticité... qui commençait par un mensonge sur M. Bessedovski lui-même : « Je soussigné, Grégoire Bessedovski, ancien ambassadeur de l'U.R.S.S. certifie que... l'homme en question se nomme David-Ivan Béria... En foi de quoi je signe cette déclaration. » M. Bessedovski a tellement l'habitude d'inventer des biographies qu'il en est venu à réviser la sienne et à se décorer a posteriori d'un titre qu'il n'a jamais eu.

Cette garantie d'authenticité fournie, on peut raconter n'importe quoi sur les événements dont le Kremlin a été le théâtre. La première partie de ces « révélations » brode sur les journées du 17 juin, comme il convient quand on bénéficie de l'hospitalité d'un journal allemand : le maréchal Béria vole le 17 juin à Berlin, suivi de Dekanozov ; le 25 juin, il débarque sur l'aérodrome de Moscou et il est, comme il se doit, arrêté. Merkoulov téléphone à David Béria, mais ce pauvre

Merkoulov est également arrêté et notre David se sauve et débarque chez Bessedovski.

La seconde partie des « révélations » que nous n'avons pas encore eu le plaisir de lire, doit révéler tout ce qu'il faut savoir sur les « plans secrets » de Béria et comment il fut trahi « de Rome à Moscou ». L'histoire finit, bien sûr, sur le problème de la succession de Staline et la photocopie de ce « document », déjà publié dans la première partie, en signe de « preuve », nous raconte que le maréchal Joukov, « ami intime de Boulganine » (selon Béria-Bessedovski) a dit que : « Vers son anniversaire de 60 ans, Nikolaï Alexiéévitch serait certainement le chef suprême de l'U.R.S.S. ». Or, le maréchal Boulganine est né le 11 juin 1895... »

Ainsi finissent les révélations de Béria-Bessedovski. Nous avouons humblement de ne rien savoir des liens intimes entre Joukov et Boulganine, ni ce qu'ils se disent en secret, ni ce qu'ils

projetent. Mais nous savons pourtant certainement une chose : Boulganine ne s'appelle pas Nikolaï Alexiéévitch — comme on peut lire sur la photocopie du « document », mais Nikolaï Alexandrovitch, ce que le maréchal Joukov ne devrait pas ignorer, après des années de coopération et d'intimité, pas plus que Bessedovski, après des années de collaboration, ne peut se tromper sur le nom de son collègue en romans-feuilletons Grégoire Alexinski. Il reste à lui conseiller, en vue de son prochain travail, de prendre n'importe quel ouvrage soviétique de référence pour se renseigner au préalable sur les noms patronymiques des membres du Politbureau.

Les directeurs des journaux qui offrent à leurs lecteurs les productions du cerveau de M. Bessedovski en auraient ainsi pour leur argent. La moindre des choses qu'on est en droit de demander à un falsificateur, c'est qu'il fasse honnêtement son travail.

LE COMMUNISME DANS LE MONDE LIBRE

L'Autriche après Berlin

L'ATTITUDE de M. Molotov à Berlin a dû prouver même aux optimistes les plus incurables que l'U. R.S.S. entend rester indéfiniment en Autriche. La plupart des observateurs occidentaux expliquent cette obstination par le fait que l'évacuation de l'Autriche entraînerait pour les Soviétiques, en vertu des engagements pris, l'obligation d'évacuer la Hongrie et la Roumanie trente jours après l'évacuation de l'Autriche. Cette explication ne nous paraît pas résister à un examen sérieux. Les troupes russes n'occupent pas la Tchécoslovaquie, elles n'occupent pas la Pologne, et pourtant les Soviétiques sont en mesure d'imposer à la population récalcitrante de ces deux pays leur volonté absolue. L'appareil de coercition, consolidé depuis de longues années en Hongrie et en Roumanie, est en mesure de tenir tête au peuple tout comme en Tchécoslovaquie et en Pologne, et au besoin Moscou pourrait fournir un Rokossowski à Pune et à l'autre.

Si le Kremlin s'obstine à rester en Autriche, tout en sachant qu'il affaiblit ainsi sensiblement la propagande des neutralistes dans le monde entier et qu'il porte le coup de grâce au Parti communiste autrichien, c'est parce qu'une Autriche occupée lui est indispensable sur le plan économique. L'Autriche est en effet la seule porte entr'ouverte par laquelle l'U.R.S.S. peut se procurer les matières stratégiques dont elle a besoin et que le monde occidental lui refuse. La reprise actuelle des échanges Est-Ouest ne lui assure pas ces matières, et le Kremlin lui-même n'est probablement pas très sûr quant à la durée de cette reprise. Dès que les troupes soviétiques auraient quitté l'Autriche, celle-ci retrouverait sa souveraineté totale aux frontières hongroise et tchécoslovaque, les douaniers autrichiens y auraient leur mot à dire, et aucune marchandise en provenance de Suisse ou d'Italie ne pourrait plus passer en quantités notables, — la contrebande étant évidemment très limitée — par l'Autriche pour être expédiée vers l'Est.

La presse autrichienne commente le « niet » de M. Molotov de la manière la plus sévère. Nous reproduisons ci-dessous quelques commentaires de l'*Arbeiter-Zeitung* de Vienne, qui soulignent

certains points que la presse occidentale n'a pas suffisamment mis en relief.

« Dans ses propositions relatives à l'Allemagne, écrit ce journal (14 février), Molotov a demandé expressément le retrait des troupes d'occupation avant la conclusion du traité de paix ; en Autriche il veut exactement le contraire ! Pourquoi ? Parce qu'il y a en Allemagne orientale une armée satellite appelée « police populaire », instruite et armée, tandis qu'il n'y en a pas en Autriche... »

« Il est vrai que selon la proposition de Molotov les troupes étrangères ne devront plus exercer la fonction de troupes d'occupation, ni s'immiscer dans l'administration et dans les affaires intérieures de l'Autriche : un accord spécial devra régler le statut de ces troupes. Qu'est-ce que cela veut dire ? Pourrions-nous, alors, arrêter et traduire devant un tribunal autrichien un kidnapper, qu'il soit russe ou qu'il travaille pour le compte des Russes ? Pourrions-nous poursuivre même jusque dans une caserne russe les violateurs en uniforme qui s'attaquent aux jeunes filles et aux femmes ? Les agents russes dans une usine relevant de l'administration soviétique seraient-ils moins insolents si, alentour, les casernes russes et la réquisition de centaines de logements étaient maintenues ? »

« Cependant, dit-on, il n'y aurait plus de troupes étrangères à Vienne ? Certes, il n'y aurait plus, à Vienne, les organes des puissances occidentales, mais Vienne serait encerclée par les troupes russes. Cela revient à dire qu'après la conclusion du traité d'Etat, Vienne se trouverait dans la situation de Berlin, et ce qui pis est : dans la situation que les Russes avaient voulu créer à Berlin et qui fut évitée grâce au pont aérien ; ce serait l'évacuation unilatérale, l'isolement complet de la ville au milieu de la zone que les troupes russes continueraient d'occuper ; bref, ce serait l'encercllement. »

Le même journal, dans son numéro du 19 février, caractérise ainsi les propositions de M. Molotov :

« L'Autriche devrait signer un traité, s'appeler indépendante, payer une forte indemnité — et les troupes russes resteraient dans notre pays, dans nos logements, à côté de nos fabriques !... »

« Le traité d'Etat prévoit que l'Autriche devra payer un prix élevé pour ses propres entreprises, qu'on lui a volées sous le prétexte qu'elles étaient de la propriété allemande ; elle devra livrer à la Russie, à présent et pendant longtemps encore, la plus grande partie de son pétrole. L'Autriche s'est déclarée prête à le faire, comme prix de son indépendance, pour se débarrasser des troupes d'occupation étrangère. Mais qu'a demandé Molotov ? L'Autriche devrait payer, mais la Russie ne veut rien donner en échange. L'Autriche devrait payer, mais elle ne serait pas débarrassée des troupes étrangères. »

Pour bien comprendre l'exaspération qui s'est emparée de la population autrichienne à la suite de l'attitude soviétique à Berlin, il suffit de citer les faits quasi quotidiens qui caractérisent l'occupation soviétique. La presse autrichienne en donne un aperçu en se bornant à énumérer les « faits divers » qui se sont produits entre le 15 et le 31 janvier dernier. Nous en résumons ci-dessous l'essentiel.

15 janvier : Trois Russes tentent de violer une femme sur la route, près de Vienne. Ils la frappent à coups de poing. Les cris de la victime les mettent finalement en fuite. Le commissariat de police du XXI^e arrondissement, dirigé par un communiste, s'efforce d'étouffer l'affaire.

17 janvier : En Basse-Autriche quatre Russes attaquent une jeune fille de 17 ans ; seule l'approcher d'un camion la sauve.

21 janvier : Un camion soviétique prend en

écharpe une voiture autrichienne ; deux blessés. Le chauffard soviétique prend la fuite avec son camion sans porter secours aux victimes.

23 janvier : Un soldat soviétique ivre pénètre à 3 heures du matin dans une maison de Korneubourg (environs de Vienne) et casse les carreaux de plusieurs logements.

24 janvier : Un officier soviétique éthylysé tente de voler un taxi.

26 janvier : Un soldat russe tente de cambrioler une cabine de bain à Klosterneubourg.

27 janvier : Un soldat soviétique ivre se livre à des voies de fait dans un tramway à Vienne.

28 janvier : Trois soldats russes cambriolent un magasin de textiles à Lang-Enzersdorf (Basse-Autriche).

30 janvier : Deux soldats soviétiques, pénétrant à 3 heures du matin, en enfonçant la porte, dans l'appartement d'une vieille femme de 81 ans, la violent en se prêtant mutuellement main-forte. Ils s'enfuient après avoir volé la somme de 45 schillings.

31 janvier : Un soldat soviétique attaque le soir, en pleine rue, à un quart d'heure d'intervalle, trois femmes en leur arrachant leur sac à main.

L'*Arbeiter-Zeitung* du 21 février fait suivre cette énumération du commentaire suivant :

« Tous les volés, violés et battus de la zone russe n'ont pas le courage de porter plainte parce qu'ils redoutent des représailles. Cette liste n'est donc pas complète. Et cela dans la neuvième année d'occupation. Savez-vous cela, Monsieur Molotov ? Et comprenez-vous maintenant pourquoi le peuple autrichien tient au départ de toutes les troupes d'occupation. »

LE COMMUNISME DANS LE MONDE SOVIÉTISÉ

Réalisations du plan quinquennal tchécoslovaque et adoption du plan économique pour 1954

Le ministre-président de l'Office d'Etat de planification, M. Pucik, a présenté, le 20 janvier 1954, au Parlement tchécoslovaque un long rapport sur l'exécution du plan quinquennal (1949-1953), ainsi que sur les lignes générales du plan économique d'Etat pour l'année 1954. (*Rudé Pravo*, 23 janvier 1954).

Dans l'introduction de son exposé, le ministre a insisté sur le fait que le nouveau plan s'inspire des directives énoncées en juillet 1953 par Malenkov ; il a précisé, d'autre part, que le deuxième plan quinquennal ne sera élaboré que pour la période de 1956-1960. Pour les années 1954 et 1955 on établira des plans annuels séparés.

Par ce procédé, le plan quinquennal tchécoslovaque s'adaptera à la périodicité des plans soviétiques et des autres pays satellites, ce qui permettra notamment la conclusion de traités commerciaux de cinq ans entre tous les pays du glacie soviétique.

Priorité de l'industrie lourde

En parlant des résultats acquis, le ministre a, entre autre, constaté :

« ... C'est ainsi, qu'au cours de la période du plan quinquennal, la fabrication des moyens de production s'est accrue 2,1 fois et sa part dans le volume total de la production industrielle est passée de 56 % en 1948 à 62 % en 1953. Dans le volume total de la production industrielle, la part de la production des machines est passée au cours de cette même période de 16 % à 26 % ; la production industrielle s'est accrue de 77 %, contre 12 % aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne et 10 % en Suède.

« A l'exception de l'agriculture, le secteur de l'économie privée a été pratiquement liquidé. En 1953, le secteur socialisé a atteint : 99,6 % dans l'industrie, 99,8 % dans le bâtiment, 100 % dans les transports et 99,7 % dans le commerce et 45,5 % dans l'agriculture. »

Le ministre, par contre, n'a rien dit des industries travaillant pour la consommation.

D'autre part M. Pucik n'a fait aucune mention des révisions du plan quinquennal primitif, par lesquels les Soviets ont imposé en 1950 et 1951 des changements importants des tâches, en insistant

surtout sur l'élargissement substantiel des tâches de l'industrie lourde. Pour y parvenir, les Soviétiques ont même arrêté complètement leurs exportations vers la Tchécoslovaquie au moment des discussions.

Les tableaux qui suivent permettront de mesurer l'importance de ces changements.

Aperçu des tâches du plan quinquennal, définies dans la loi n° 241 du 27 octobre 1948
(*Sbirka zakonu*, n° 90 du 2 novembre 1948)

	1948	1953	Accroissement
Revenu national	210,0	310,0	48 %
Production industrielle	288,0	454,0	57 %
Industrie des biens d'équipement	137,5	288,3	66 %
Industrie des biens de consommation ...	150,5	225,7	50 %
Production agricole et forestière	94,0	108,0	15 %
dont : production agricole	90,0	105,0	16 %

Investissements globaux 1949-1953
336,2

(Les chiffres s'entendent en milliards de couronnes).

Changements introduits dans le plan primitif par la révision de la fin de l'année 1950

(*Rudé Pravo*, 11 avril 1951)

Objectifs fixés pour l'année 1953
(1948 = 100)

	Plan primitif de 1948	Plan révisé de 1951	Changements en %
Production industrielle	157	198	126
dont :			
Industrie lourde	166	231	139
Industrie légère et alimentaire	154	173	112
Houille et lignite	164	197	120
Minerai de fer	98	265	270
Minerai de métaux non ferreux	—	—	220
Constructions mécaniques lourdes	—	—	148
Chimie	162	212	130
Engrais azotés	103	155	150
Ciment	200	258	129
Bâtiment	230	278	121
Agriculture	137	153	112
Investissem. 1949-1953.	—	—	150
dont :			
Investissements dans l'industrie lourde ..	—	—	175

De la comparaison de ces deux tableaux, on peut se rendre compte, que — si par exemple la production industrielle totale, qui s'est élevée en 1948 à 288 milliards de couronnes, devait atteindre pendant la dernière année du plan quinquennal 454 milliards et s'accroître ainsi de 57 %, le plan révisé fixait cet accroissement à 98 %, soit un relèvement du but final de 26 %. Or, quand on examine les chiffres de la dernière colonne du second tableau, on voit, dans quelle mesure les Soviétiques ont accentué l'importance des

secteurs de l'industrie lourde en comparaison avec l'industrie légère et la concentration des investissements sur ce secteur.

Concernant les résultats effectivement acquis, M. Pucik n'a pas dit grand'chose. Dans son tableau n° 27 *l'Aperçu économique de l'Europe en 1953* (1), apporte sur ce sujet les quelques indications suivantes :

	Production effective en 1948	1953		Prod. effective
		Plan orig. 1948	Plan révisé 1951	
Charbon (millions de t.)	41,3	53,0	63,6	54,5
Energie élect. (millions de kwh)	7,5	11,2	12,3	12,9
Acier brut (millions de tonnes)	2,7	3,5	4,3	4,6
Minerai de fer (millions de tonnes)	0,4	0,4	1,2	0,8
Textile (laine et coton) en %	100	163	—	120
Savon (milliers de ton.)	28,4	53,0	—	45,4

L'accroissement de la production de l'acier, qui a presque doublé au cours de la période quinquennale et à même dépassé le but fixé dans le plan révisé, est surprenant ! Et néanmoins, comme on verra plus loin, on ne se sent pas encore satisfait et pour l'année 1954 on prévoit un accroissement de 4,5 %, c'est-à-dire de plus de 200.000 tonnes.

Dans l'approvisionnement en courant électrique on a dépassé aussi le but fixé par le plan révisé. Néanmoins, l'approvisionnement se montre très insuffisant et la consommation domestique souffre toujours de coupures. Aussi, la production de l'énergie électrique se trouve-t-elle dans le plan pour 1954 parmi les branches prioritaires.

Déséquilibres économiques

Sous l'insistance impitoyable de Staline d'étendre l'industrie lourde au détriment de toutes les autres activités et du niveau de vie de la population, l'économie tchécoslovaque est passée au cours de ces dernières années par des stades de déséquilibre de plus en plus dangereux.

On se représente, en effet, quel bouleversement doit subir l'économie d'un pays, déjà hautement industrialisé, quand au cours d'une période de cinq ans on double le volume dans le secteur de l'industrie lourde, en limogeant les secteurs travaillant pour la consommation et qui, jusqu'à ce temps, ont contribué par leurs exportations au maintien du niveau de vie acquis. Il s'ensuit une énorme disproportion entre le volume des revenus nominaux des masses travailleuses et la pénurie des produits de consommation courante et de la baisse du niveau de vie réel, qui en résulte.

A ce point de vue les indices de production : production mécanique, 250, industrie lourde 200, moyenne de la production industrielle 177, sont très significatifs quand on les rapproche des indices de la production des industries légères, qui restent très en dessous de 150. Et l'on ne doit pas perdre de vue que la base de tous ces indices est le volume de la production en 1948, année durant laquelle l'industrie lourde avait déjà travaillé à plein, tandis que l'industrie légère n'avait pas encore atteint même de loin le niveau d'avant-guerre.

(1) Publication de la Commission Européenne des Nations Unies à Genève.

Cette grande tension intérieure au sein de l'économie tchécoslovaque vers la fin du plan quinquennal peut nous expliquer, aussi, pourquoi le gouvernement tchécoslovaque s'est vu obligé de procéder à la « réforme monétaire » en juin 1953 pour enrayer la poussée inflationniste et combler ses pertes par la confiscation de l'épargne des travailleurs. Mais cela explique, aussi, pourquoi on a changé en cachette les méthodes du contrôle statistique de l'exécution du plan économique vers la fin de 1952 et pourquoi on a procédé, sans aucune publicité, à la réduction de la plupart des tâches du plan vers le commencement de 1953.

Ce n'est pas la volonté de la paix qui a amené M. Malenkov à Moscou et M. Siroky à Prague à orienter l'économie de leurs pays vers une meilleure satisfaction des besoins des consommateurs. L'exemple de la Tchécoslovaquie montre clairement, que c'était plutôt la nécessité vitale d'éviter la catastrophe.

Aussi, tout en s'efforçant de présenter les résultats obtenus par le plan de cinq ans sous une meilleure lumière, M. Pucik n'a pas pu passer sous silence « les fautes commises ». Dans son exposé, il les définit comme suit :

« Les plus graves fautes dans l'exécution du plan sont les disproportions, dues au fait que le développement des bases énergétiques (électricité et charbon), l'exploitation des minerais sont restés en arrière du développement des autres branches. D'autre part, le développement insuffisant de l'agriculture gêne le ravitaillement des industries légères en matières premières et freine la croissance du niveau de vie.

« Les causes de ces défauts résident en premier lieu dans le bas niveau des dirigeants et des planificateurs de l'économie et dans l'utilisation insuffisante de l'expérience soviétique, ainsi que dans le bas niveau politique et professionnel des cadres dirigeants. Ces disproportions à l'intérieur de notre économie peuvent devenir une sérieuse entrave à la croissance des forces productrices et du niveau de vie des travailleurs.

« C'est ainsi que le développement futur de notre économie dépend directement de la solution rapide des questions des combustibles, des énergies et des minerais, de l'accroissement de la production et de la productivité dans l'agriculture, ainsi que du relèvement politique, technique et économique du niveau des éléments dirigeants et planificateurs. »

Quelques chiffres tirés de l'Aperçu économique (tables 25 et 26) peuvent utilement éclairer les conséquences de ces « fautes » dans la direction de l'économie tchécoslovaque, en montrant en même temps que ces défauts ont une source beaucoup plus profonde.

Le revenu national en 1953 s'est élevé à 370 milliards de couronnes contre 310 milliards prévus dans le plan primitif de 1948.

Mais il faut soustraire de ce revenu la somme de 292 milliards que l'Etat a encaissée par le moyen de l'impôt sur les ventes (qui répond à l'impôt sur le chiffre d'affaires, mais avec des taux très élevés, allant jusqu'à 200 % du prix de revient), et de l'impôt sur les bénéfices (2).

D'autre part, les dépenses de l'Etat étaient réparties en 1953 comme suit :

	Milliards de couronnes
Investissements	107,0
Administration	18,8
Défense	41,8
Autres (assurance sociale, hygiène, culture, éducation)	111,1

Il résulte de ces données, que sur le revenu national total de 370 milliards, seulement 80 milliards ont été directement alloués aux masses travailleuses en 1953.

Cela explique, aussi, la baisse continue des salaires réels et du niveau de vie.

Sur ce sujet, l'Aperçu économique de l'Europe en 1953 apporte dans son tableau n° 48 quelque lumière.

Budget du consommateur tchécoslovaque (en % du revenu disponible)

	avant la guerre	2° moitié de 1953 (après réforme mon.)
Alimentation	46,3	65,5
Vêtements	11,2	15,4
Chauffage et éclairage	7,0	3,4
Logement	15,9	3,0
Articles de ménage ...	2,0	1,0
Autres dépenses	19,5	12,7

Quand on se rappelle, qu'en Tchécoslovaquie d'avant-guerre sur un revenu national d'environ 80 milliards, le budget d'Etat s'élevait à 8 milliards et l'ensemble des investissements, publics et privés, à peu près à 10 milliards, on peut saisir, quel immense changement dans la distribution du revenu national au détriment des larges masses et de leur niveau de vie s'est produit dans ce pays au cours des cinq dernières années du régime communiste !

Le plan de 1954

En ce qui concerne les plans économiques pour les années à venir, le ministre-président de l'Office d'Etat de planification a rappelé tout d'abord, que le plan pour l'année 1955, ainsi que le plan perspectif pour la deuxième période quinquennale de 1956-1960, seront établis sur la base des directives, que doit élaborer le prochain congrès du Parti communiste tchécoslovaque en juin 1954, en tenant compte des décisions du gouvernement du 15 septembre 1953, ainsi que des décisions du parti concernant la politique économique et agricole et le développement des mines de charbon.

Et en définissant les tâches de l'année 1954, le ministre a continué :

« Une attention spéciale doit être donnée à l'accroissement de la production alimentaire et des biens de consommation industrielle, à l'amélioration de la qualité, à l'élargissement du réseau de distribution, surtout à la campagne, et, d'autre part, à la construction des nouveaux logements

«... Dans le plan 1954, on prévoit l'accroissement de la production industrielle totale de 5,1 %, celle du charbon de 8,5 % et de l'énergie électrique de 12,2 %. C'est pourquoi le gouvernement assure à ces secteurs la priorité.

« ... Les ouvriers de ces branches — et les mineurs en premier lieu — doivent être l'objet des soins spéciaux.

« La base énergétique, ainsi assurée, doit aider à développer la production dans les autres branches de l'industrie lourde. Dans les secteurs sidérurgiques la production du fer brut s'accroîtra de 8,3 %, celle de l'acier de 4,5 % et du matériel

(2) Il est à remarquer que le gouvernement tchécoslovaque évite de donner séparément le rendement de ces deux impôts, étant donné que l'impôt indirect sur les ventes constitue la quasi totalité du rendement de cet impôt.

laminé de 13,4 % ; on y parviendra par une meilleure utilisation des installations existantes.

« Une attention spéciale doit être donnée à l'exploitation élargie des minerais de fer de provenance locale et moins riches en fer. La production de l'aluminium sera accrue six fois, en comparaison avec l'année 1953.

« Ce développement planifié de la métallurgie permettra d'accroître la production des machines de 10,6 % en comparaison avec l'année précédente. On pourra ainsi satisfaire les besoins des autres branches industrielles du pays ainsi que ceux des autres pays du « camp socialiste ». La production des installations électrotechniques sera doublée en 1954, celle des machines pour la chimie atteindra 154 % et pour les mines de charbon s'accroîtra de 91 %. D'autre part, la production des machines agricoles sera doublée.

« L'industrie chimique aidera l'agriculture en élargissant de 19,5 % la production des engrais artificiels. Elle développera, d'autre part, la production des fibres artificielles et des colorants.

« Une augmentation substantielle doit être atteinte dans le secteur agricole ; elle s'élèvera en moyenne à 12,1 %, dont dans le secteur végétal à 6,2 %. Dans ce secteur la part des produits fourragers doit être élargie à 43 % en comparaison avec 40 % en 1953.

« Sur cette base alimentaire la production de la viande de porc sera accrue de 11 %, celle du lait de 14 % et des œufs de 3 %.

« La pénurie de la main d'œuvre dans l'agriculture sera vaincue par la mécanisation du travail, qui s'accroîtra de 12 % au cours de l'année.

« La situation ne permet pas encore d'utiliser toutes les réserves, surtout en terres arables non cultivées, dont on dispose dans le secteur agricole. Et puisque l'on ne peut pas compter avec l'élargissement des importations des produits agricoles au cours de l'année, l'approvisionnement régulier de la population dépendra de la mesure dans laquelle on réussira à accroître la production et la productivité dans l'agriculture du pays.

« En face de la consommation croissante, la production industrielle des produits de consommation est restée en arrière et il est nécessaire qu'elle se développe plus rapidement.

« On prévoit l'accroissement du revenu national total de 7,7 % et le relèvement du niveau de vie de 15 %.

« Les tâches du plan de 1954 seront dures, a constaté le président de l'Office d'Etat de planification vers la fin de son exposé devant le parlement tchécoslovaque. En effet, les expériences acquises au cours de la période quinquennale — et surtout vers la fin — ont montré, que la baisse des prix de revient était lente qu'elle s'est ralentie, que les entreprises nationales détiennent des stocks démesurés de matières premières, que les processus de fabrication sont trop lents, et en général, que les cadres dirigeants

ne se sont pas encore appropriés les connaissances nécessaires de l'économie de la production et de son financement. »

Ces quelques indications permettent de mesurer la valeur véritable des déclarations des représentants soviétiques concernant la « nouvelle orientation » de leur politique économique.

La Tchécoslovaquie est, dans le « camp socialiste », le seul pays hautement et depuis longtemps industrialisé. C'est donc dans ce pays que la poussée vers l'édification de l'industrie lourde doit produire les plus graves perturbations. C'est donc ici que le nouveau cours visant à donner plus d'importance aux industries de consommation devrait se manifester avec le plus de relief.

Or, l'exposé de M. Pucik montre, que les passages concernant le relèvement du niveau de vie et le renforcement de la production des biens de consommation sont les moins précis et que les efforts du gouvernement sont à l'heure actuelle concentrés sur les deux complexes de problèmes:

a) Ecarter les « disproportions » (à vrai dire des insuffisances) dans l'approvisionnement en charbon, en électricité et en divers minerais, en vue de pouvoir continuer à développer l'industrie lourde. En effet, il est tout à fait clair, que l'élimination de ces « disproportions » ne s'inspire pas des besoins qu'éprouve le consommateur individuel, ceux-ci ne constituant qu'une très faible part dans la production totale du charbon ou de l'électricité. Ces efforts doivent permettre d'accroître encore davantage la production sidérurgique et, sur cette base ainsi élargie, la production des machines et du matériel de guerre. Déjà, avant la guerre, la production des machines en Tchécoslovaquie n'était nullement insignifiante ; les machines tchécoslovaques avaient conquis une belle place sur le marché international. Or, en 1953, la production mécanique a déjà atteint 250 % de l'état d'avant-guerre. Et le plan pour 1954 prévoit dans ce secteur une augmentation de 10,6 % !

b) En ce qui concerne l'amélioration de l'état d'approvisionnement et d'alimentation de la population, le rapport constate, par contre, que l'on ne peut pas compter sur des importations élargies de produits alimentaires.

D'autre part, l'agriculture tchécoslovaque ne peut pas, non plus, compter qu'une partie de la main d'œuvre, orientée vers l'industrie au cours de la période quinquennale retourne à ses occupations primitives. Le travail dans l'agriculture doit être mécanisé et l'on prévoit que l'outillage mis à la disposition de l'agriculture en 1954 dépassera de 12 % celui de l'année précédente. Dans ces conditions, l'approvisionnement ne pourra être amélioré que si l'agriculture augmente sa production et sa productivité.

Rien n'est donc changé dans la politique d'accélérer l'édification de l'industrie lourde comme base du potentiel de la puissance politique.

Les échanges Est-Ouest et la crise générale du capitalisme

DES âmes candides interprètent la multiplication des achats soviétiques dans le monde occidental comme un signe de « détente », et les constructeurs de systèmes ne manquent pas de souligner qu'il y a quelque chose de changé depuis la mort de Staline. Tandis que les échanges est-ouest n'étaient qu'un vulgaire appât — ainsi

qu'en témoigna la conférence de Moscou tenue voici deux ans — du vivant de Staline, Malenkov veut — dit-on — sérieusement intensifier le commerce du bloc soviétique avec le monde libre. Les utopistes et neutralistes s'extasient devant tant de « bonne volonté » et convient les Occidentaux à saisir la « main tendue ».

L'observateur objectif des événements est fondé à douter de la bonne volonté des Soviétiques. Il constate avant tout que l'accroissement des importations soviétiques en provenance de l'Occident depuis l'été dernier coïncide étrangement avec l'aggravation de la pénurie, enfin avouée, qui règne dans tous les pays situés derrière le rideau de fer. En achetant en Occident des denrées alimentaires et autres objets de première nécessité, l'U.R.S.S. obéit surtout à un incoercible besoin, que seuls des aveugles ou des complices peuvent confondre avec de la bonne volonté. On constate d'autre part que les Soviétiques règlent la plupart de leurs achats en exportant de l'or, et non point des marchandises : ce n'est donc pas d'« échanges » qu'il s'agit au sens exact de ce terme, ce qui veut dire que l'U.R.S.S. et ses satellites n'ont pas grand'chose à offrir « en échange » de leurs importations. Il est permis d'y voir une preuve de plus que Malenkov a renversé sa politique commerciale sous l'empire de la nécessité, et nullement pour rechercher un rapprochement sérieux et durable avec ce qu'on appelle là-bas le « monde capitaliste ».

Cette nécessité d'importer à tout prix était si impérieuse que les dirigeants bolchévistes renoncèrent même, au moins temporairement — et ils ne le firent assurément pas d'un cœur léger ! — aux espérances qu'ils nourrissaient depuis la fin de la guerre en prévision d'une nouvelle crise de surproduction qui devait ébranler le monde occidental et y provoquer des secousses révolutionnaires. On se souvient de la controverse qui, voici six ans, mit aux prises Vozniessenski, alors l'économiste attitré du régime et rapporteur du premier plan quinquennal d'après-guerre, avec le professeur Eugène Varga, le premier soutenant la thèse de l'imminence d'une crise générale et profonde du système capitaliste, tandis que le second croyait ne pouvoir prédire une telle crise que pour une époque plus lointaine. Cette controverse se termina en 1949 par une victoire (partielle) de Varga et par la disparition sans traces de Vozniessenski.

Or, dans la *Pravda* du 18 octobre 1953, Varga publiait un retentissant article annonçant enfin la crise dont l'avènement lui avait paru problématique il y a cinq ans. Après avoir reproduit des chiffres et des extraits d'articles, il concluait :

« Ainsi que le montrent les chiffres et les faits, l'économie américaine va au-devant d'une crise de surproduction. Les crises de panique qu'on entend de plus en plus fréquemment dans les déclarations des journaux et des revues, des économistes et des publicistes bourgeois, indiquent que les maîtres des monopoles américains sont terrorisés par la perspective d'une crise imminente aux U.S.A. Ils essaient de la surmonter par la poursuite de la course aux armements. »

« Mais cette voie n'a pas sauvé les pays capitalistes des crises inévitables. Elle ne sauvera pas non plus les Etats-Unis. Au contraire, elle accentuera et approfondira inévitablement les contradictions capitalistes. »

C'est donc au moment même où ils observaient les indices de crise dont ils pouvaient se promettre un affaiblissement certain du monde occidental, que les dirigeants soviétiques multiplièrent leurs achats et leurs commandes, dont l'effet le plus clair ne peut être en Occident que l'atténuation de la surproduction, génératrice de la crise espérée. L'auraient-ils fait, le feraient-ils s'ils n'étaient pris à la gorge par l'inéluctable nécessité où ils se trouvent de remédier tout d'abord, et au plus vite, à la cruelle pénurie que leur propre politique économique a provoquée tant en U.R.S.S. que dans les pays qu'ils ont asservis ? Leurs

incompressibles besoins les forcent à se présenter devant le monde « capitaliste » comme clients, alors qu'ils auraient tout intérêt, non seulement à lui fermer leurs débouchés, mais encore, pour hâter la venue de la crise, à procéder eux-mêmes à des ventes massives sans manifester une demande correspondante.

Cet intérêt ressort d'ailleurs nettement du dernier écrit de Staline, publié en septembre 1952 (1) et où, parlant des Etats satellites, Staline écrivait :

« Nous enregistrons un rythme de développement élevé de l'industrie dans ces pays. On peut dire avec assurance qu'avec un tel rythme de développement de l'industrie, ces pays n'auront bientôt plus besoin d'importer des marchandises provenant des pays capitalistes, mais éprouveront eux-mêmes la nécessité de vendre à l'étranger les marchandises excédentaires de leur production. Mais il s'ensuit que la sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) aux ressources mondiales ne s'étendra pas mais diminuera ; que les conditions, quant aux débouchés mondiaux s'aggraveront pour ces pays et que l'insuffisante occupation des entreprises s'y accusera. C'est en cela précisément que consiste l'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial à la suite de la désagrégation du marché mondial. »

Il ressort nettement de ce passage que Staline comptait sur l'accroissement des exportations des pays satellites (et sans aucun doute aussi de l'U.R.S.S.) pour désorganiser le commerce du monde libre, pour en réduire les débouchés et pour aggraver la « crise générale du système capitaliste mondial ». Et c'est au moment précis où l'économiste officieux du Kominform, M. Varga, et même certains économistes occidentaux comme M. Colin Clark, croient discerner les prodromes d'une crise dans le monde occidental et où M. Malenkov n'aurait qu'à donner un tout petit coup de pouce pour déclencher le désastre, que ce même M. Malenkov, au lieu d'augmenter un tant soit peu les exportations du bloc soviétique, s'avise de procéder à des importations massives et d'offrir ainsi au monde capitaliste des débouchés salvateurs ! A moins de supposer — ce qui serait absurde — l'équipe Malenkov subitement convertie à la cause capitaliste, force nous est d'admettre qu'elle agit ainsi parce qu'elle ne peut faire autrement et que dans les circonstances présentes elle doit tout d'abord, par ces importations, assurer sa propre survie, en préférant celle-ci à la ruine du capitalisme qu'elle pourrait provoquer — selon la thèse de Staline — en renforçant ses exportations... si elle pouvait exporter.

Elle a si peu à exporter, et tant à importer, qu'elle apporte même au capitalisme dont elle proclame la crise imminente, ce soulagement supplémentaire de régler en or la majeure partie de ses achats. Si le bloc soviétique réglait ses importations par des exportations de marchandises, l'opération serait à peu près blanche, et la surproduction dans le monde occidental ne serait pas sensiblement réduite (2). Mais en exportant de l'or, les Soviétiques offrent au monde dit capitaliste un débouché supplémentaire sans l'encombrer de leurs produits à eux.

D'aucuns croient voir dans ces arrivages d'or une opération machiavélique visant à désorganiser les marchés financiers occidentaux. Ces crain-

(1) *Bolchevik* (Moscou), n° 18, 1952 ; trad. française dans les *Cahiers du communisme*, n° spécial de novembre 1952.

(2) Il nous est impossible, dans le cadre limité de ces remarques, de développer dans les détails cet aspect plutôt théorique du problème.

tes ne nous paraissent nullement fondées. S'il est certain que l'or soviétique provoque des remous sur le marché de l'or des grandes places occidentales (notamment une certaine baisse du cours de l'or), ces remous n'affectent que la sphère superficielle de la circulation ; ils peuvent porter préjudice à nombre de spéculateurs et de thésauriseurs, mais ils n'entament pas les fondements mêmes de la vie économique. Dans la mesure où les ventes d'or soviétique, en se poursuivant et en s'accroissant, agiraient finalement sur le mouvement des prix mondiaux, elles y influeraient dans le sens de la hausse puisque la baisse des prix de l'or se traduirait par la montée des prix de toutes les autres marchandises. Or, c'est pré-

cisément la baisse des prix qui caractérise une crise de surproduction, et tout ce que les producteurs demandent, lorsqu'une baisse annonce l'approche d'une crise, c'est l'arrêt de la baisse. Là encore, la manœuvre soviétique tend à préserver le monde occidental de la crise annoncée par M. Eugène Varga.

Ce n'est donc point de plein gré que l'U.R.S.S. a inauguré sa politique actuelle de sauvetage du capitalisme. M. Malenkov a besoin de sauver tout d'abord son propre régime, et ce n'est qu'ensuite qu'il s'astreindra à ruiner le capitalisme dont les produits lui sont présentement indispensables pour conjurer le désastre qui menace l'économie soviétique.

S. N. Krouglov

Sur les hommes nouveaux qui apparaissent sur la scène politique en U.R.S.S. depuis la mort de Staline, les renseignements biographiques font presque complètement défaut. Ils étaient inconnus des militants de la génération précédente dont quelques survivants subsistent en Occident et à qui l'on est redevable d'informations bien utiles sur le passé soviétique. Aussi faut-il recueillir à leur sujet, non sans précautions, le peu de documentation disponible fournie par les réfugiés d'après-guerre, hommes de tout autre espèce que les idéologues exilés d'avant-guerre. Il n'est pas possible de répondre de la véracité de ceux-là, inconnus, autant que de celle des « anciens ». Néanmoins il existe des organisations russes soucieuses de passer au crible les nouveaux venus avant d'utiliser leurs témoignages, qu'il doit être permis de publier sous ces réserves. Le B.E.I.P.I. a déjà reproduit (n° 97) un article sur S.N. Krouglov, Tchékiste en chef depuis la chute de Béria. Nous empruntons à l'Institut pour l'étude de l'histoire de l'U.R.S.S., qui l'a donné dans le n° 6 de sa revue, un autre article sur le même personnage, signé D. Karov. L'épique de cet Institut est sérieuse.

**

La nomination de Krouglov à l'un des plus hauts postes gouvernementaux atteste l'influence de Khrouchtchev au Kremlin. En effet, celui-ci fit beaucoup pendant la guerre pour la carrière de Krouglov, d'abord en facilitant sa nomination comme adjoint du général Abakoumov au SMERCH (1), puis en le poussant en avant pour services rendus dans ces dernières fonctions.

Krouglov a en effet joué un rôle capital au SMERCH et beaucoup travaillé à en faire un terrible instrument, non seulement comme service d'espionnage et de contre-espionnage dans les territoires occupés par les Allemands, mais aussi en tant qu'organisateur de vastes provocations dans ces régions, provocations dont il ne réputait pas à se servir même à l'égard des partisans dont l'ardeur à combattre l'ennemi lui semblait insuffisante, et surtout envers les habitants qui collaboraient avec l'occupant.

Parmi le personnel du SMERCH qui ne se distinguait pas par une particulière douceur, Krouglov passait pour l'un des dirigeants les plus

cruels, rusés et impitoyables. Malgré tous ses défauts, on ne peut lui dénier un grand courage personnel. C'est ainsi qu'il se rendit plus d'une fois auprès d'importants groupes de partisans dans les territoires occupés, ces visites s'accompagnant généralement de sanglantes répressions. D'autre part il était l'un des premiers à arriver dans les régions reprises par les troupes soviétiques dont il dirigeait personnellement l'épuration des éléments « suspects ».

Les épurations des groupes de partisans ayant opéré leur jonction avec les unités régulières de l'armée rouge avaient également lieu sous sa direction.

Une autre spécialité de Krouglov consistait à dresser les uns contre les autres les différentes nationalités des territoires occupés, ce qui donnait lieu à de graves désordres fort gênants pour les plans allemands. Le nombre de victimes ne préoccupait nullement Krouglov.

On connaît quelques opérations exécutées sur son initiative, à partir de l'été 1943, dans le secteur central du front. Le fait qu'elles étaient dirigées par lui fut révélé au commandement de la III^e armée blindée et de la 16^e armée allemandes par les interrogatoires de chefs d'importants groupes de partisans tombés entre leurs mains, et surtout par la déposition de Grekov, commandant à la Sécurité d'Etat. Ce Grekov, qui travaillait sous les ordres directs de Krouglov, fut fait prisonnier en mai 1943 dans la région d'Idritsa (près de Polotsk) lors de la visite rendue par son chef à la brigade de partisans de Kalinine.

Grekov, qui connaissait bien Krouglov, en parlait à contre-cœur et avec beaucoup de crainte, mais il n'en fournit pas moins certaines indications sur les opérations exécutées par son ancien chef. En juin 1943, lors d'une tentative d'évasion, Grekov fut blessé et devait mourir peu après. Les renseignements fournis par lui furent confirmés dans la suite par les interrogatoires de partisans capturés par les Allemands.

En mars 1943, un groupe spécial de quatre-vingts hommes dirigé par le commandant Rodine fut parachuté, sur l'ordre de Krouglov, dans la région de Briansk. Tous les membres du groupe portaient l'uniforme ennemi, parlaient parfaitement l'allemand et étaient munis de papiers excellentement imités. Leur mission consistait :

(a) A effectuer un contrôle de tous les Russes faisant partie des unités militaires et des services civils allemands, ce qui ne présentait pas de difficultés particulières étant donné l'absence de méfiance et l'insouciance des autorités allemandes, ainsi que les faux papiers dont disposait Rodine. La plupart de ces Russes furent par la suite soit enrôlés par le SMERCH, soit tués ;

(1) SMERCH, contraction de la formule *smert chpio-nam*, signifiant « mort aux espions », en russe. Ainsi était nommée une branche spéciale de la police secrète soviétique ayant mission d'opérer dans les territoires occupés ou évacués par les Allemands. Le terme est courant en Allemagne. — N.D.L.R.

(b) En provocation pure. Le groupe de Rodine se présentait dans des villages éloignés où il n'y avait pas d'Allemands et, se faisant passer comme détachement ennemi chargé de représailles, fusillait, réquisitionnait et se livrait à d'autres actes du même ordre, ce qui montait bien entendu la population contre les Allemands ;

(c) Les hommes de Rodine tuaient aussi des Allemands isolés dont ils abandonnaient le corps dans les villages, ce qui à son tour entraînait des représailles de la part de l'ennemi.

Au début d'avril 1943, le groupe fut découvert et encerclé. Rodine lui-même échappa à la capture, mais la plupart de ses hommes furent tués.

D'autres opérations exécutées sur l'ordre de Krouglov avaient pour but de compromettre les groupes d'antipartisans recrutés parmi la population.

Au printemps 1943, l'état-major de la III^e armée blindée, stationné à quinze kilomètres de Vitebsk dans la maison de santé Sosnovka, apprit qu'un groupe d'antipartisans dépendant du commandant allemand local, le capitaine de Feldgendarmrie Kaiser, opérait avec une cruauté inouïe dans le village de Borka (près de Souraje). L'enquête établit les faits suivants.

Le groupe, composé d'anciens prisonniers de guerre et de quelques habitants, avait été formé par Kaiser sur l'ordre du commandant de la 83^e division d'infanterie dont l'état-major se trouvait au village de Bechtchevo (près de Velije) en vue de purger de partisans les arrières de la division. Au début de 1943, un certain Grigori Alexeïevitch Firzanov, se présenta au groupe, se faisant passer pour un transfuge de l'armée rouge. Par ses récits sur les camps de concentration où il avait été déporté pour avoir lutté contre le communisme, il sut attirer l'attention de Kaiser. Le commandant du groupe et ses plus proches collaborateurs périrent dans des circonstances assez mystérieuses peu de temps après l'arrivée de Firzanov, et celui-ci, qui avait révélé de véritables qualités de chef, fut placé à la tête du groupe.

Il eut tôt fait, sous divers prétextes et par différentes méthodes, d'en éliminer tous les anciens et de les remplacer par des hommes qui venaient se présenter à lui comme prisonniers de guerre, transfuges, anciens partisans, etc. Après avoir formé son groupe dont les effectifs atteignaient 80 hommes, Firzanov se livra régulièrement à des expéditions punitives contre les villages environnants, persuadant chaque fois le capitaine Kaiser que les habitants ravitaillaient les partisans de la brigade Sokolov dissiminée dans la forêt voisine de Souraje et leur fournissaient des renseignements sur les Allemands. Il est très caractéristique qu'il ne touchait pas aux villages vraiment acquis aux partisans. Les répressions de Firzanov se distinguaient par une cruauté inouïe : on fusillait non seulement les hommes mais aussi les femmes et les enfants.

A la veille d'une rafle, Firzanov et une partie de ses hommes disparurent, et les autres membres du groupe avouèrent avoir été envoyés à Firzanov, lequel avait pour mission spéciale de provoquer par ses actes la haine de la population contre les Allemands et les antipartisans, la poussant ainsi à se joindre aux partisans.

En automne 1943 (octobre), les troupes soviétiques réussirent à s'emparer par surprise de Nevel. Aussitôt après des unités du *SMERCH* y firent leur entrée, accompagnées, selon des renseignements dignes de foi, de Krouglov lui-même, et entreprirent de « l'épurer » des éléments ayant collaboré avec les Allemands. Cette répression fut d'une cruauté extraordinaire. Les familles des fonctionnaires de la police et ceux des policiers

qui avaient pu être retrouvés furent réunis sur une place et en partie fusillés, en partie massacrés à coups de baïonnette. Tous les autres habitants ayant eu quelque contact que ce fût avec les Allemands, comme par exemple le jardinier de la Kommandantur et les femmes qui lavaient le linge des soldats, furent arrêtés et expédiés à l'arrière dans des conditions effroyables (beaucoup moururent en route d'épuisement et des coups reçus).

On pourrait citer bien d'autres exemples de cette activité de l'actuel ministre de l'Intérieur, mais ce que nous en avons dit suffit à montrer sa cruauté, sa perfidie et ses talents d'organisateur. Ajoutons encore un petit détail caractéristique : Krouglov est l'initiateur — c'est en tout cas lui qui introduisit cette méthode parmi les partisans — de la réduction à l'impuissance des prisonniers. Par les plus grands froids, on leur dénudait les bras jusqu'à l'épaule et au bout de quelque temps, engourdi, le prisonnier ne pouvait plus opposer la moindre résistance.

Aujourd'hui, quelques mois après la nomination de Krouglov, les raisons qui ont fait choisir précisément cet exécuteur des hautes œuvres apparaissent de plus en plus clairement.

1) En effet, après l'arrestation de Béria, le Kremlin avait besoin à la tête du M. V. D. d'un homme capable de procéder à l'épuration de ces organes — une épuration exécutée sur une très vaste échelle mais de préférence secrètement. Krouglov, comme nous l'avons dit, a donné pendant la guerre assez de preuves de ses capacités dans ce domaine, par des épurations restées presque ignorées du reste du pays, ainsi que par les répressions parmi les partisans. Il en donna de nouvelles preuves en 1945, après la guerre, en Allemagne et en Autriche. Les unités du *SMERCH* épuraient et « passaient au crible » de la façon la plus impitoyable tous ceux qui, volontairement ou de force, regagnaient l'Union soviétique. Cette fois encore, à de très rares exceptions près, ces épurations demeurèrent ignorées, et le nom de Krouglov — principal dirigeant de ces cruelles et sanglantes opérations — n'était probablement connu que de ses plus proches collaborateurs ainsi que de quelques spécialistes des services de renseignements occidentaux.

2) Le gouvernement ne pouvait placer au poste de Béria, après l'arrestation de celui-ci, qu'un homme à qui l'ancien chef du M.V.D. portait des sentiments hostiles. Krouglov — collaborateur direct et adjoind du général Abakoumov, créateur et chef du *SMERCH*, c'est-à-dire d'un organisme qui non seulement concurrençait de gré ou de force le M.V.D. et le M.G.B. dirigés par Béria, mais avait dépoillé ces derniers d'une partie de leurs prérogatives et de leurs hommes — ne pouvait en aucun cas être en bons termes avec Béria. Le fait que le *SMERCH* opérait dans les territoires occupés par les Allemands puis « libérés » par les troupes soviétiques avait assurément contribué à renforcer les liens entre Krouglov, Malenkov et Khrouchtchev qui avaient également travaillé là-bas. Par conséquent, sous ce rapport aussi, Krouglov était le candidat le plus indiqué.

3) Enfin — et cela a incontestablement joué un grand rôle dans sa nomination — c'est un homme « sans nom », c'est-à-dire que pour atteindre les sommets du pouvoir il a besoin d'un puissant appui ; par lui-même il ne pouvait arriver à rien pendant de longues années encore. Cet appui, il le trouva auprès de Malenkov et de Khrouchtchev, qui peuvent être certains que pour le moment, c'est-à-dire dans les prochaines années à venir, il ne les trahira pas car cela serait contraire à son intérêt.

Telles sont les raisons pour lesquelles, pensons-nous, Krouglov a été nommé à son terrible poste.